Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 24 septembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°472 ■

Contribution

VERS UNE NOUVELLE ÈRE ENERGETIQUE

Avec quelles ressources ? Et au profit de qui ?

Par Abdelmadjid Attar P 8-9

DES MISSIONS D'EXPLORATION MENÉES PAR L'AAPI DANS PLUSIEURS PAYS DE L'UE

L'Algérie veut capter plus d'IDE

La délégation de l'Union européenne en Algérie, en partenariat avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement et le bureau d'études "Sofreco", a récemment achevé ses tournées exploratoires dans plusieurs pays européens, notamment en Belgique, au Portugal, en Suède et en Italie. P 3

COMPAGNIE CENTRALE DE RÉASSURANCE

46,5 milliards de DA de chiffre d'affaires en 2023

La Compagnie centrale de réassurance (CCR) a réalisé un chiffre d'affaires de 46,5 milliards de DA en 2023, contre 40,6 milliards de Da enregistré durant l'exercice précédent (2022), soit une hausse de 14,6%.

P 2

PRISE EN CHARGES DES VICTIMES DES INTEMPÉRIES

Tebboune exige un retour à la normale dans un mois

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a insisté, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, sur la nécessité de rétablir, dans les meilleurs délais, les services essentiels et vitaux au bénéfice des citoyens dans les wilayas impactées par les récentes intempéries et d'entamer l'indemnisation des sinistrés le plus tôt possible.

P 3

PÉTROLE

Le Brent à plus de 74 dollars à Londres

Les cours du pétrole grimpaient légèrement lundi, les investisseurs redoutant l'extension des tensions au Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,23% à 74,66 dollars.

P 4

PNME

Ouverture des inscriptions en ligne pour bénéficier des aides de l'Etat P 2

SALAH GOUDJIL , PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA NATION

«Beaucoup de travail attend le Parlement» P 3

BRAHIM BOUGHALI, PRÉSIDENT DE L'APN

«La session parlementaire actuelle sera marquée par un programme intensif» P 3

AIR ALGÉRIE

Un avion à destination d'Istanbul fait demi-tour en raison d'un problème technique

La compagnie nationale, Air Algérie, a annoncé, lundi dans un communiqué, qu'un avion à destination d'Istanbul a fait demi-tour, dimanche soir, vers l'aéroport international d'Alger, en raison d'un problème technique, assurant la prise de toutes les mesures pour accompagner les passagers, en attendant la programmation d'un nouveau vol, prévu ce lundi soir. "La Compagnie aérienne nationale Air Algérie tient à informer et à rassurer son aimable clientèle, ainsi que l'opinion publique, qu'en raison d'un problème technique survenu sur le vol AH 3018, reliant Alger à Istanbul, ayant décollé hier 22 septembre 2024 à 23h02 de l'aéroport international Houari Boumediene, le commandant de bord a décidé de faire demi-tour au bout d'une heure de vol, et cela par mesure préventive et de sécurité des passagers et de l'équipage à bord", précise le communiqué. La même source a ajouté qu'une fois débarqués à l'aéroport international Houari Boumediene, "les passagers ont été pris en charge par Air Algérie à travers des mesures d'hébergement et un autre vol a été programmé ce lundi soir, 23 septembre 2024 à 22h10, pour les transporter vers Istanbul". La compagnie aérienne assure également que la direction de la maintenance d'Air Algérie est "à pied d'œuvre pour identifier l'origine de ce problème technique et le régler pour remettre l'appareil en service dans les meilleurs délais", réaffirmant "son engagement permanent au stricte respect des normes de sécurité les plus exigeantes".

COMPAGNIE CENTRALE DE RÉASSURANCE

46,5 milliards de DA de chiffre d'affaires en 2023

La Compagnie centrale de réassurance (CCR) a réalisé un chiffre d'affaires de 46,5 milliards de DA en 2023, contre 40,6 milliards de Da enregistré durant l'exercice précédent (2022), soit une hausse de 14,6%.

Par Selma R.

Selon le bilan annuel de la compagnie, publié sur son site web, la branche incendies, accidents et risques divers (IARD) a représenté l'essentiel (76%) du chiffre d'affaires du réassureur public, suivie des branches marines (11%), la branche catastrophes naturelles (CAT-NAT) (9%), tandis que celle des assurances de personnes a représenté 4%. En outre, le chiffre d'affaires des acceptations internationales de la CCR a augmenté de 11,38 % par rapport à 2022, passant de 6,8 milliards de DA à 7,5 mds DA, tandis que les acceptations nationales ont totalisé 38,9 mds de Da, en progression de 15,2% par rapport à 2022.

Ces résultats, note le document, reflètent «l'engagement continu de la CCR à maintenir des normes élevées de gestion des risques ainsi qu'une politique de souscription prudente, tout en continuant à offrir des solutions de réassurance de qualité à ses clients». Il s'agit aussi d'indicateurs qui «renforcent également la position de la CCR en tant que partenaire fiable et solide capable de générer une valeur ajoutée durable dans un environnement concurrentiel en constante évolution», souligne le Pdg de la CCR, Abdallah Benseidi.

Ces résultats interviennent aussi dans un contexte où «l'économie algérienne maintient une trajectoire de croissance économique solide, avec une expansion réelle du PIB national de 4,1%, soutenue par des investissements dans les infrast6ructures ainsi qu'une reprise des exportations hors hydrocarbures, parallèlement à une progression notable du marché des assurances qui a crû de 3,5 % en 2023», souligne la même source.

La notation de solidité financière de la CCR confirmée

Concernant les indicateurs financiers de la CCR, cette dernière a dégagé à fin décembre 2023 un résultat net bénéficiaire de 6,2 milliards de DA (+19,7%) grâce notamment à la croissance du chiffre d'affaires (+14,6%) du même exercice et à un résultat opérationnel en hausse de 22,1%. Indicateur clé de la solidité des compagnies d'assurance, la marge de solvabilité de la CCR a connu elle aussi une augmentation de 10% par rapport à son niveau de 2022, atteignant ainsi 51,6 mds de DA en 2023, une valeur qui représente, selon la compagnie publique, cinq fois les minimums réglementaires requis.

Par ailleurs, l'agence de notation internationale AM Best vient de confirmer la notation de solidité financière B+ (bonne) du réassureur public assortie d'une perspective stable. «Cette évaluation s'accompagne également de la confirmation de la notation de crédit à long terme de l'émetteur à "bbb-" bonne», indique la CCR dans un communiqué transmis à l'APS. Cela, note la compagnie, «témoigne de la stabilité et de la résilience de la CCR, et souligne la solidité financière de la compagnie. Elle reflète sa capacité à honorer ses engagements vis-à-vis de ses clients et partenaires, même dans un environnement économique mondial en constante évolution».

Pour la même compagnie, la perspective stable attachée à cette notation confirme «la performance financière continue de la CCR, renforçant sa position pour relever les défis futurs tout en poursuivant son rôle de soutien clé au marché de l'assurance, tant au niveau national qu'international».

PNME

Ouverture des inscriptions en ligne pour bénéficier des aides de l'Etat

Les inscriptions pour bénéficier des aides financières de l'Etat dans le cadre du nouveau programme national de maîtrise de l'énergie (PNME) ont été ouvertes dimanche via la plateforme numérique de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE). Cette plateforme, qui sert de guichet unique, permet de mettre en relation les personnes souhaitant bénéficier des mesures incitatives du PNME avec les professionnels préalablement sélectionnés par l'Agence, l'objectif étant de conclure des contrats avec eux permettant la réalisation, pour leur compte, des projets retenus. La plateforme "PNME Digital Platform", lancée par l'agence pour le compte du ministère de l'Energie et des Mines, facilite l'accès aux projets disponibles au titre du nouveau PNME, destiné aux particuliers, aux familles, aux entreprises et aux petites et moyennes industries (PMI), au secteur tertiaire, ainsi qu'aux collectivités locales. Pour bénéficier des avantages offerts par ce programme, les candidats peuvent créer un compte personnel, puis remplir le formulaire et soumettre les demandes directement via la plateforme. Chaque demande sera évaluée selon les critères spécifiques à chaque projet du programme, et les candidats retenus seront également suivis de manière personnalisée via la plateforme, selon les explications fournies par l'Agence à l'APS. Le programme prévoit 11 types de projets pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments (EE Building), développer une mobilité propre et durable (CS Mobility), promouvoir l'industrie à faible émission de carbone (LC Industry) et promouvoir les communes durables (S-UR Municipalities), selon la même source. Pour ce qui est de la mobilité propre et durable, le programme comprend des projets d'aide à la conversion des véhicules au gaz de pétrole liquéfié (GPL), des projets d'aide à la conversion de véhicules diesel lourds en bi-carburant (GPL et diesel), et des projets d'aide à l'acquisition de véhicules électriques. S'agissant des projets du secteur industriel, le programme propose des projets d'aide à la réalisation d'études de faisabilité pour améliorer l'efficacité énergétique des équipements et des processus industriels (aide à la décision), et des projets d'aide à l'acquisition et à la mise en œuvre d'équipements et/ou de processus industriels à haute performance (aide à l'investissement). Concernant l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, il s'agit de projets d'amélioration de l'efficacité thermique des toitures des bâtiments du secteur tertiaire, de projets d'aide à l'acquisition et à l'installation de climatiseurs efficaces, de projets d'aide à l'acquisition et à l'installation de chaudières à gaz dans le secteur des services, de projets d'aide à l'acquisition et à l'installation de chauffe-eau solaires, ainsi que de projets de promotion des systèmes de gestion de l'énergie par capteurs dans le secteur du tourisme. Quant aux communes urbaines et rurales durables, le programme suggère des projets d'aide au remplacement des installations d'éclairage public par des installations à faible consommation d'énergie. A noter que le programme national de maîtrise de l'énergie est un programme public qui regroupe tous les projets dans le domaine de la maîtrise de l'énergie bénéficiant des avantages et des aides financières accordés par l'Etat aux bénéficiaires, afin d'améliorer l'efficacité énergétique dans les secteurs énergivores tels que le bâtiment, les transports et l'industrie.

R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRISE EN CHARGES DES VICTIMES DES INTEMPÉRIES

Tebboune exige un retour à la normale dans un mois

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a insisté, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, sur la nécessité de rétablir, dans les meilleurs délais, les services essentiels et vitaux au bénéfice des citoyens dans les wilayas impactées par les récentes intempéries et d'entamer l'indemnisation des sinistrés le plus tôt possible.

Par Réda Hadi

Les récentes intempéries ont suscité beaucoup d'émoi à l'échelle nationale et les élans de solidarité n'ont pas manqué. C'est ainsi, que le Tebboune , après avoir adressé ses remerciements et exprimé sa reconnaissance à tous les citoyens bénévoles, ainsi qu'aux cadres et aux différentes institutions de l'Etat ayant participé à l'élan de solidarité dans les régions touchées par les inondations du sud, a insisté sur la nécessité de rétablir, dans les meilleurs délais, les services essentiels et vitaux au bénéfice des citoyens dans toutes les wilayas impactées, y compris les transports, et d'entamer l'indemnisation des sinistrés le plus tôt possible.

Le président de la République a également ordonné "la réhabilitation immédiate des ponts et des voies ferrées, les travaux devant être réalisés dans un délai n'excédant pas un mois" et la "déviation des oueds en ayant recours aux moyens techniques idoines pour éviter des dommages similaires et adopter des méthodes de préparation et d'anticipation de ces catastrophes naturelles, même si ces inondations non saisonnières surviennent tous les cinquante ans"

Il faut souligner surtout que dès la survenance de ce drame, des mesures d'urgence ont été rapidement mises en place pour en atténuer les effets dévastateurs.

Dès le début, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, sur instructions du Chef de l'Etat, a affirmé que l'État mettra tout en œuvre pour assister les habitants dont les habitations ont été endommagées par les inondations et prendra également en charge les réparations des dégâts matériels causés par les fortes pluies.

Des observateurs soulignent néanmoins, que ce sont les indemnisations qui sont particulièrement par les injonctions du premier magistrat du pays.

En effet, pour indemniser les personnes sinistrées, les assurances auront à jouer un rôle prépondérant ; et ce d'autant plus que la plupart des personnes sinistrées ne sont pas assurées.

Pour beaucoup, il faut s'interroger sur ces phénomènes qui ces dernières années touchent le Sud du Pays. En effet, ces dernières années, les villes sahariennes ont été sérieusement touchées par des catastrophes naturelles. Elles en ont d'autant plus souffert que ni les citoyens, ni les autorités locales n'étaient prêts à y faire face, aussi bien au plan matériel qu'humain. Les inondations qui sont survenues à intervalles rapprochés, en 2004, 2008 et 2009, ont fait la preuve que de sérieux problèmes accompagnaient la gestion d'un tel risque.

Des architectes quant à eux, précisent que l'importance des dégâts, n'est pas due seulement au caractère exceptionnel des précipitations qu'elles ont reçues. Celles-ci n'ont eu autant d'effets que parce que de très nombreuses habitations des vieux quartiers sont construites en toub, qu'elles sont vétustes et mal entretenues. Mais les précipitations ont eu d'autres effets : elles ont provoqué la crue des oueds sur les rives desquels de très nombreuses maisons d'habitation avaient été construites, avec ou sans autorisation, au cours des dernières décennies. Ainsi, à Béchar, la plus grosse part des dégâts occasionnés l'a été par la crue de l'oued Béchar, qui traverse la ville du nord-est au sud-ouest. Tout ce qui était situé dans les secteurs inondables a été sérieusement touché, que ce soient les maisons d'habitation ou les quelques équipements collectifs qui y avaient été localisés. Ceux-ci préconisent d'établir, un plan des zones inondables et de s'y maintenir quelle que soit la pression urbanistique. A titre d'exemple, à Béchar, sept centres d'hébergement ont été aménagés et ont accueilli une centaine de familles sinistrées. L'ampleur de la catastrophe a été telle, qu'elle a obligé une intervention des autorités centrales seules en mesure de mobiliser les moyens matériels et humains suffisants. Les injonctions du Président sont en quelque sorte, une réponse, pour qu'à l'avenir ce genre de drame ne se reproduise plus.

RÉUNION DU CONSEIL DES COMMERCE

Mise en garde contre les pénuries créées sur les marchés

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis en garde, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, contre les pénuries créées sur les marchés, ordonnant le retrait des licences et registres de commerce aux importateurs dès que leur implication est établie. "Le président de la République a, à nouveau, insisté auprès du Gouvernement qu'il ne sera jamais toléré de créer la pénurie, pour quelque raison que ce soit, enjoignant à davantage de vigilance au niveau du ministère du Commerce pour lutter contre les lobbies de l'importation, qui tentent de faire chanter l'Etat, et ce, en retirant leurs licences et registres de commerce dès que leur implication est établie", lit-on dans le communiqué du Conseil des ministres.

Dans le même contexte, le président de la République a appelé à "la préparation d'un décret présidentiel réglementant le commerce extérieur, y compris les opérations d'exportation, qui nécessitent de minutieuses études de faisabilité financière et économique du marché national et international, afin que l'exportation ne devienne pas une malédiction et une source de pénurie et de déséquilibre du marché national", selon le communiqué.

SALAH GOUDJIL , PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA NATION

«Beaucoup de travail attend le Parlement»

Le Conseil de la nation a ouvert lundi, sa session parlementaire ordinaire pour l'exercice 2024-2025, lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, ainsi que des membres du gouvernement. Dans une allocution à l'ouverture de cette session ordinaire, M. Goudjil a indiqué que «l'Algérie traverse actuellement une étape délicate qui nécessite un grand sens des responsabilités et la solidarité entre tous les acteurs», mettant l'accent sur «l'importance de la mobilisation du Parlement avec ses deux chambres pour assumer son rôle de contrôle, de suivi et de coordination avec le gouvernement sur l'ensemble des questions intéressant le pays». Le président du Conseil a souligné que beaucoup de travail attend le Parlement, "avec des priorités notamment la loi de finances pour l'exercice 2025, qui revêt, a-t-il dit, un caractère politique particulier étant lié à la mise en œuvre des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que le code communal et de wilaya, le redécoupage administratif et d'autres lois liées à l'économie et au développement". L'ouverture de cette session intervient conformément aux dispositions de l'article 138 de la Constitution et de l'article 5 de la loi organique 16-12 du 25 août 2016 définissant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les deux Chambres du Parlement et le Gouvernement.

Par S R.

BRAHIM BOUGHALI, PRÉSIDENT DE L'APN

«La session parlementaire actuelle sera marquée par un programme intensif»

Synthèse S R.

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a affirmé, lundi à Alger, que l'Algérie, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réussi à consacrer une véritable démocratie pluraliste.

S'exprimant à l'ouverture de la session parlementaire 2024-2025, M. Boughali a souligné que «le projet de relance ambitieux, les objectifs de développement tracés et les différentes réformes initiées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ont contribué à la consécration d'une véritable démocratie pluraliste en Algérie ».

«Les réformes engagées en Algérie ont permis d'instaurer la justice sociale, à travers la répartition équitable des richesses, et de consolider le socle institutionnel fondé sur le principe de citoyenneté et de démocratie participative au sein de l'Etat de droit», a-t-il soutenu.

Le président de l'APN a en outre appelé «tout un chacun à adhérer à la démarche visant à booster les potentialités et les capacités considérables disponibles et à les mettre au service du développement et du bien-être des citoyens», soulignant que l'APN sera, dans le cadre de l'intégration institutionnelle, «un soutien essentiel pour le succès de toutes les initiatives et projets au service des intérêts du pays et du citoyen».

Il a, par là même, salué, «le programme ambitieux du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qu'il a évoqué dans son discours de prestation de serment», notamment «le lancement d'un dialogue national ouvert avec toutes les composantes de la société algérienne pour consolider les fondements de l'édification du socle démocratique».

«La session parlementaire actuelle sera marquée par un programme intensif et des efforts exceptionnels dans le cadre des prérogatives constitutionnelles de l'APN, visant à consacrer les valeurs de la République et la gouvernance démocratique, à renforcer l'autorité de la loi, à activer les outils de solidarité nationale et à réaliser les objectifs de développement», a-t-il ajouté. L'APN a ouvert, dans la matinée, sa session parlementaire ordinaire 2024-2025, lors d'une séance plénière présidée par M. Ibrahim Boughali, président de l'Assemblée. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, ainsi que des membres du Gouvernement.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or enregistre un nouveau record

L'or a marqué un nouveau record dans la nuit de dimanche à lundi, à 2.631,40 dollars l'once, emporté par les perspectives de baisses de taux des grandes banques centrales dont la Réserve fédérale (Fed), et les tensions géopolitiques. Les contrats à terme sur l'or américain ont légèrement baissé de 0,1% à 2 643,90 dollars. Le métal jaune a tendance à être un investissement privilégié dans un environnement de taux d'intérêt plus bas et pendant les turbulences géopolitiques. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a baissé de 0,2% à 31,06 dollars l'once, le platine a chuté de 0,8% à 967,81 dollars et le palladium a perdu 1,3% à 1 053,67 dollars.

MONNAIES

L'euro et la livre reculent fortement face au dollar

L'euro et la livre reculent fortement lundi dans la foulée de la publication d'indices d'activité en baisse dans la zone euro et dans divers pays européens, ainsi qu'au Royaume-Uni, montrant un ralentissement de l'activité. L'euro perdent 0,51% face au billet vert, à 1,1105 dollar pour un euro, et se replient de 0,23% face à la livre, à 83,60 pence pour un euro. La livre faiblit également de 0,28% à 1,3284 dollar. Sapée par la fin de l'effet Jeux olympiques en France, l'activité du secteur privé s'est contractée en septembre dans la zone euro pour la première fois depuis sept mois, selon l'indice PMI Flash de S&P Global, à 48,9, contre 51 en août. Cet indice, calculé sur la base de sondages d'entreprises, indique une expansion de l'activité au-dessus de 50, tandis qu'une valeur en dessous de ce seuil signale une contraction. Cette "lourde baisse" de "suggère que l'économie ralentit fortement" dans la zone euro et "que le coup de pouce des Jeux olympiques en France n'était que passager", constatent des analystes.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 74 dollars à Londres

Les cours du pétrole grimpaient légèrement lundi, les investisseurs redoutant l'extension des tensions au Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,23% à 74,66 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 0,20% à 71,21 dollars.
La banque centrale américaine (Fed) a diminué ses taux mercredi, pour la première fois depuis 2020, frappant fort avec une baisse d'un demi-point de pourcentage. Jerome Powell, le patron de la Fed a indiqué qu'il s'agissait du "début (d'un) processus" de changement de politique monétaire. De nouvelles coupes sont à prévoir, d'un demi-point supplémentaire au total d'ici fin 2024. «Sur le marché pétrolier, la perspective d'assouplissement de la politique monétaire a favorisé les attentes d'une demande future plus forte», commente Ole Hvalbye, analyste chez Seb.
Un assouplissement monétaire marqué abaisse le coût de l'argent et est de nature à relancer la consommation, d'énergie notamment. A l'inverse, des taux d'intérêts élevés ont tendance à peser sur l'économie et donc la demande. Le ralentissement de la production des raffineries chinoises et la faiblesse de la demande industrielle ont pesé sur le marché, rappellent des analystes. Depuis des mois, le ralentissement économique de la Chine, premier importateur de pétrole au monde, tire les cours du pétrole vers le bas. Une remontée importante des cours "reste difficile", souligne Matt Britzman, analyste chez Hargreaves Lansdown. Les investisseurs gardent par ailleurs un oeil sur les tensions au Moyen-Orient, notamment depuis les explosions des bipeurs et talkies-walkies au Liban mardi puis mercredi visant le Hezbollah, provoquant plus de 30 morts et quelque 3.200 blessés. Les marchés "évaluent le risque de perturbations de l'approvisionnement dans la région", affirme John Plassard, analyste chez Mirabaud.

EL TARF

Récupération de 156 pièces de monnaie archéologiques à Dréan

La brigade mobile de police judiciaire de la sûreté de daïra de Dréan, wilaya d'El Tarf, a récupéré 156 pièces de monnaie archéologiques, saisie deux armes à feu de catégorie 5 et des munitions sans autorisation et arrêté trois suspects, apprend-on dimanche de ce corps de sécurité. Exploitant des informations relatives à la possession par un groupe de personnes d'armes à feu et de munitions sans l'autorisation des autorités habilitées, les éléments de la brigade ont lancé des investigations ayant permis d'interpeller trois personnes âgées entre 33 et 66 ans originaires de la wilaya d'El Tarf, a précisé le responsable de la cellule de communication de la sûreté de wilaya, l'officier principal de police, Hamza Djellab. L'enquête conduite sous l'autorité du parquet compétent a permis de démasquer l'activité criminelle des mis en cause dissimulée dans leurs domiciles et de récupérer 156 pièces de monnaie archéologique avec la saisie de deux armes à feu de catégorie 5, trois armes blanches et une quantité de minutions constituée de 11,5 km de plomb, 2,5 kg de poudre noire, 589 cartouches de calibre 12 mm et 7 machines manuelles de remplissage de cartouches, a ajouté la même source. Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Dréan pour " possession d'armes à feu de catégorie 5 et de munitions sans autorisation des autorités légalement habilitées, de pièces de monnaie archéologique et d'armes blanches prohibées sans motif légal ", selon la même source.

EL-OUED

Première caravane de solidarité au profit des populations de Naâma

La première "caravane de solidarité" au profit des populations affectées par les récentes inondations qui ont touché la wilaya de Naâma, a été lancée, dimanche soir depuis la wilaya d'El-Oued. Le chef du bureau de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans (UGCA), représentant des donateurs, Djamel Chelghoum, a déclaré que cette caravane sera acheminée aux zones touchées dans la wilaya de Naâma et sera suivie d'autres caravanes vers les autres wilayas affectées. La société civile a fortement contribué à la réussite de cette initiative solidaire grâce à une large campagne de sensibilisation sous le slogan "Nécessité d'activer l'esprit de solidarité et de cohésion entre les enfants d'une même nation", notamment en temps de catastrophes naturelles. Cette "caravane de solidarité" a vu la contribution des différentes catégories de la société, ainsi que des acteurs économiques de la région. Les aides transportées sur trois camions-remorques comprennent des denrées alimentaires de large consommation ainsi que des couvertures et des matelas. Le wali de la wilaya, M. Said Akhrouf a indiqué que les autorités locales, avec l'aide de bénévoles, prévoient d'organiser d'autres caravanes similaires pour les autres zones touchées.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	400,00	NC	0,00	-4,60	-6,80	7,72	7,50	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 180,00	NC	0,00	-2,74	-6,43	6,54	8,26	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2295,00	+2,00	1,22	0,20	12,07	5,45	5618	12 893 310,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,59	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	-8,03	-17,09	2,03	-	15	6 075,00

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 23 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Septembre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	91	111	70	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	86	101	72	الطماطم		
	Oignon sec	48	55	42	البصل الجاف		
	Ail sec	382	437	328	الثوم الجاف		
	Carotte	84	94	73	الجزر		
	Navet	117	130	105	لفت		
	Poivron	111	125	98	الفلفل الاخضر		
	Piment	133	150	115	الفلفل الحار		
	Courgette	168	182	154	الكوسة		
	Haricot vert	211	233	189	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	152	168	136	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	378	481	274	التفاح المحلي	فواكه طازجة	
	Datte	552	680	424	التمر		
	Melon	97	108	86	البطيخ الاصفر		
	Pastèque	86	95	77	البطيخ الاحمر		
	Poire	387	469	306	الاجاص		
	Raisin	207	265	150	العنب		
	Banane	478	492	464	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1808	1951	1665	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	461	472	450	الدجاج		
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	91	97	86	حليب البقر (لتر)		

DES MISSIONS D'EXPLORATION MENÉES PAR L'AAPI DANS PLUSIEURS PAYS DE L'UE

L'Algérie veut capter plus d'IDE

La délégation de l'Union européenne en Algérie, en partenariat avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement et le bureau d'études "Sofreco", a récemment achevé ses tournées exploratoires dans plusieurs pays européens, notamment en Belgique, au Portugal, en Suède et en Italie. Ces visites ont rassemblé un large éventail de cadres des représentations diplomatiques, visant à concrétiser la stratégie du gouvernement algérien pour atteindre un record d'investissements étrangers, en tirant parti des nombreux avantages offerts par la loi sur l'investissement et des améliorations significatives du climat des affaires.

Par Mourad A.

Ces missions s'inscrivent dans le cadre du projet « EU-Algeria Sustainable Investment Partnership (SIP) », financé par l'Union européenne. La mise en œuvre de ce projet repose sur une collaboration entre divers acteurs clés, tels que le bureau d'études Sofreco et l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI), ainsi que les ambassades concernées. Grâce au soutien du ministère algérien des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, ainsi qu'au réseau des ambassades algériennes en Europe, ces missions ont été facilitées et continueront d'être déployées jusqu'à la fin de l'année. La stratégie d'attraction des investissements étrangers repose sur une vision claire : positionner l'Algérie comme une destination privilégiée pour les entreprises multinationales. Les réformes législatives, notamment la nouvelle loi sur l'investissement, ainsi que l'amélioration du climat des affaires, témoignent de la volonté du gouvernement algérien de créer un cadre propice à l'implantation des entreprises étrangères. Ce renforcement économique est essentiel dans un contexte mondial de plus en plus concurrentiel, particulièrement parmi les pays en développement.

L'expert Abderrahmane Hadef analyse les défis structurels auxquels l'économie algérienne est confrontée, notamment en matière d'attractivité des investissements directs étrangers (IDE). Pour lui, l'enjeu fondamental réside dans l'établissement d'une vision stratégique cohérente et pragmatique, capable de surmonter les obstacles actuels. Il souligne que la simple modification des lois régissant les secteurs économiques ne suffit pas ; l'Algérie doit transformer en profondeur son environnement des affaires. Hadef insiste sur l'importance d'une gestion transparente et efficace des ressources publiques, ainsi que sur la nécessité de moderniser le système financier et bancaire pour instaurer un climat de confiance. Il est également urgent de renforcer la diplomatie économique, un levier essentiel pour améliorer l'image de l'Algérie à l'international et encourager des partenariats durables. Une approche proactive dans ce domaine permettra d'aligner les efforts du pays avec les standards internationaux en matière de promotion des investissements.

Les visites organisées dans le cadre du projet SIP visent à séduire les entreprises européennes en leur présentant les avantages du marché algérien. Parmi ces atouts figurent les relations stratégiques avec des pays tels que la Chine et les États du Golfe, qui ont montré un intérêt croissant pour le marché algérien. Ces investissements renforcent le potentiel économique du pays et illustrent la diversification des partenaires économiques de l'Algérie.

L'ambition du gouvernement algérien ne se limite pas à attirer des investisseurs européens ; des missions similaires sont également prévues en Asie et en Afrique, dans le but d'élargir le réseau d'investisseurs potentiels. Cet effort diplomatique vise à établir un record d'investissements étrangers d'ici la fin de l'année 2024, avec des retombées positives sur l'économie nationale.

Parallèlement, la Société algérienne des foires et exportations prévoit la participation d'entreprises algériennes à plusieurs salons internationaux en Europe et en Afrique. Ces événements ont pour objectif de promouvoir les produits algériens et de diversifier les sources de revenus hors hydrocarbures, s'inscrivant dans une stratégie de diversification économique nécessaire pour assurer une croissance durable.

La politique de renforcement des investissements étrangers en Algérie repose sur une synergie entre la diplomatie économique, une législation modernisée et une amélioration continue du climat des affaires. Les initiatives de l'Union européenne, en collaboration avec les institutions algériennes, jouent un rôle catalyseur dans cette dynamique. Si les réformes nécessaires sont menées à bien, l'Algérie pourrait non seulement attirer davantage d'investissements, mais aussi se positionner comme un acteur majeur sur la scène économique internationale, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour les entreprises étrangères.

L'ALGÉRIE AMÉLIORE SON CLASSEMENT AFRICAIN

1,21 milliards de dollars d'IDE en 2023

Par M. A.

Le rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), publié en juin 2024, indique que l'Algérie se classe à la 14e place sur le continent africain avec un flux d'IDE de 1,21 milliard de dollars. Ce résultat témoigne d'un intérêt croissant des investisseurs étrangers pour le pays, malgré un contexte mondial marqué par des tensions géopolitiques et un ralentissement économique. Cette performance reflète également les efforts déployés par l'Algérie pour attirer des capitaux étrangers, notamment à travers des réformes économiques et une ouverture progressive de certains secteurs stratégiques. Toutefois, la position de l'Algérie demeure en deçà de celle de l'Égypte, qui, avec 9,84 milliards de dollars, attire des montants d'IDE plus conséquents. Ce pays bénéficie de sa position géographique stratégique et de ses récentes réformes pour séduire les investisseurs. En revanche, l'Algérie, malgré ses importantes ressources naturelles, notamment dans le secteur des hydrocarbures, doit encore renforcer son attractivité en diversifiant son économie et en améliorant son climat des affaires. À l'échelle continentale, le CNUCED a noté une légère baisse des flux d'investissements directs étrangers vers l'Afrique, totalisant 52,63 milliards de dollars, soit une diminution de 3 % par rapport à l'année précédente. Au niveau mondial, les flux d'IDE ont également chuté de 2 %, atteignant 1 300 milliards de dollars en 2023, en raison des tensions commerciales et géopolitiques et d'un ralentissement économique global. Les perspectives pour 2024 restent incertaines, mais une légère reprise pourrait se dessiner, soutenue par un assouplissement des conditions financières et des initiatives visant à faciliter les investissements. En conclusion, le rapport souligne que l'Algérie doit encore redoubler d'efforts pour renforcer sa compétitivité face à d'autres économies africaines et mondiales, dans un contexte de concurrence accrue pour les investissements étrangers, malgré les améliorations observées dans son attractivité pour les IDE.

OUARGLA/GROUPE COSIDER

200 postes de formation prévus pour la prochaine rentée

Deux-cent (200) postes de formation seront offerts par le Groupe Cosider pour la prochaine rentrée professionnelle (session d'octobre), coïncidant avec la mise en chantier du centre hospitalo-universitaire (CHU) à Ouargla, a-t-on appris lundi de la direction locale de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP). Cette opération qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs d'un accord de coopération avec le Groupe Cosider chargé de la réalisation du projet du CHU, vise à assurer une formation de qualité au profit des futurs stagiaires dans les métiers du bâtiment et des travaux publics (BTP) en utilisant des techniques modernes, a précisé à l'APS, le directeur du secteur, Ahmed Belkhadem. Et d'ajouter que 5.858 nouveaux postes pédagogiques sont offerts à Ouargla pour la prochaine rentrée qui se focalise sur le mode de formation par apprentissage et la diversification de l'offre de formation, notamment les formations qualifiantes de courte durée en vue de répondre au mieux aux besoins du marché du travail.

De plus, la nomenclature de la formation professionnelle a été renforcée par de nouvelles spécialités, dont celles liées à l'installation et la maintenance de fluides médicaux, les études et l'économie de la construction (Technicien supérieur/TS), l'électrotechnique, la maintenance industrielle et l'installation et la maintenance des systèmes hybrides diesel-photovoltaïque (Brevet d'enseignement professionnel supérieur/BEPS), a-t-il poursuivi. En prévision de la prochaine rentée, la DFEP s'emploie à organiser des actions d'information sur les opportunités de formation offertes par le secteur, en distribuant des dépliants et en diffusant des émissions radiophoniques, en plus de l'utilisation des réseaux sociaux pour attirer l'attention du public notamment des jeunes désireux d'apprendre un métier, a-t-il fait également savoir. D'importants moyens humains et matériels sont réunis pour la réussite de la prochaine rentrée professionnelle, où 10.504 stagiaires sont attendus dans l'ensemble des établissements pédagogiques publics et privés relevant du secteur à travers la wilaya, selon la DFEP.

BLIDA

Curage de plus de 6 km de cours d'eau pour prévenir les inondations

Plus de six (6) km de cours d'eau ont bénéficié de travaux de curage dans la wilaya de Blida au titre des efforts de lutte contre le risque des inondations, notamment en milieu urbain, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des ressources en eau. Lancé en août dernier, le curage qui se poursuit a notamment ciblé les points noirs situés en zones urbaines, a indiqué le directeur du secteur, Abdelkrim Allouche. Il a cité parmi ces points noirs, l'Oued Chorfa de Boufarik, les Oueds Beni Azza et Sidi Lekbir de la ville de Blida, l'Oued Bouroumi à El Affroun et enfin l'Oued El-Bour de Meftah (à l'extrême Est) dont les crues sont souvent à l'origine de l'arrêt d'activité de la station électrique. M. Allouche a observé que "généralement, dans les zones reculées, l'écoulement des eaux est obstrué par la broussaille, alors qu'en milieu urbain, ce sont les déchets et les boues qui obstruent les oueds en dépit des différentes campagnes de sensibilisation dénonçant les comportements irresponsables". Concernant le plan de prévention des inondations, le même responsable a fait savoir que des pôles urbains ont été renforcés avec des réseaux d'évacuation des eaux pluviales qui sont réalisés indépendamment du réseau d'assainissement, outre le curage de près de 7.000 avaloirs à travers différentes communes. Parallèlement à ces opérations, les services de la protection civile ont élaboré un plan spécial pour la prévention des risques d'inondations à travers la mobilisation de tous leurs moyens matériels, notamment les pompes d'eau. Quant à la ressource humaine mobilisée, elle est composée de 1.150 agents d'intervention, sept (7) médecins, 24 éléments relevant du Groupe d'intervention en milieu périlleux, 18 plongeurs et 100 agents relevant de l'équipe de soutien et d'intervention en cas de catastrophes naturelles. Ce même plan prévoit également des opérations de reconnaissance en périodes de neige et de fortes précipitations pluviales, particulièrement au niveau des points noirs, en vue d'interventions éventuelles, tout en exploitant les bulletins météorologiques pour alerter et sensibiliser les riverains et les usagers de la route. A cela s'ajoute l'intensification des campagnes de sensibilisation sur les mesures à adopter en période d'intempéries, selon le même responsable.

TIZI-OUZOU

Organisation prochaine d'un salon de l'apiculture et de l'élevage

Un nouveau salon, dédié à l'apiculture et aux petits élevages, sera prochainement organisé à Tizi-Ouzou par l'Assemblée populaire de wilaya (APW), a-t-on appris dimanche du président de la Commission agriculture de l'assemblée, Yazid Belkalem. La nouvelle manifestation "vise à faire le point sur la réalité de ces filières qui offrent un fort potentiel de développement et participer à leur promotion", a expliqué M. Belkalem.
Elle sera une occasion "de réunir les intervenants dans ces filières afin qu'ils partagent leurs expériences respectives et mettent à profit leurs parcours", a-t-il indiqué. Des professionnels du secteur au niveau national, des producteurs, des éleveurs et des importateurs prendront part à ce salon, a précisé le responsable, relevant que des conférences sur divers thèmes liés à ces filières sont au programme. La manifestation sera organisée en collaboration avec la direction locale des Services agricoles (DSA) et la Coopérative agricole polyvalente de la wilaya (CAPTO), a-t-on ajouté. A rappeler que des manifestations dédiées au secteur de l'agriculture sont régulièrement organisées dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

DJELFA

Le secteur éducatif renforcé par plus de 2000 postes contractuels

Le secteur de l'éducation à Djelfa a été renforcé par plus de 2.000 postes contractuels (tout cycles confondus) à l'occasion de la rentrée scolaire 2024/2025, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale de l'éducation.
"Nous avons bénéficié de 2.003 postes contractuels, un chiffre appelé à la hausse en cas d'ouverture de nouveaux établissements", a indiqué le directeur local du secteur, Abdelaàli Haddad, en marge du coup d'envoi, par les autorités locales, de la nouvelle année scolaire à l'école primaire "Moudjahid HarfoucheAissa" du nouveau pôle urbain"Houari Boumediene" au chef lieu de Djelfa.
Il a souligné la réception, à l'occasion de cette nouvelle rentrée, de 24 écoles primaires, trois (3) CEM et trois (3) lycées.
Le secteur éducatif de Djelfa a bénéficié d'une enveloppe de quatre (4) milliards de DA, affectée aux travaux d'entretien de 517 établissements du cycle primaire, selon une déclaration précédente du wali, Ammar Ali Bensaàdlors d'une visite d'inspection des préparatifs de la rentrée scolaire.
En marge du coup d'envoi de la nouvelle année scolaire, les autorités de la wilaya ont effectué une visite d'inspection de plusieurs nouveaux établissements mis en service au nouveau pôle urbain" Houari Boumediene".

BOUIRA

Raccordement de près de 300 foyers aux réseaux d'électricité et du gaz

Près de 300 foyers ont été raccordés aux réseaux d'électricité et du gaz à travers huit communes de la wilaya de Bouira, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz.

Inscrits dans le cadre de la concrétisation des programmes de l'Etat visant à améliorer les conditions de vie des citoyens, ces projets ont porté sur le raccordement de près de 300 foyers aux réseaux énergétiques, dont 146 au réseau d'électricité, selon les détails fournis à l'APS par le directeur de distribution, Khaled Messaoudi. Ces 146 foyers sont répartis sur sept localités relevant de la commune de Sour El Ghouzlane et El Hachimia (sud de Bouira) et Lakhdaria, Boukram, Guerrouma, Bouderbala (à l'ouest), a tenu à préciser M. Messaoudi.
Réalisée dans le cadre du programme complémentaire et du programme de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL), cette opération a nécessité l'installation d'un réseau électrique de 12,57 km pour une enveloppe financière de 52,4 millions de DA, selon le même responsable.
Toujours dans le cadre de ces programmes, 17 km de conduites ont été posées pour le raccordement de 91 foyers au réseau de gaz dans quatre localités relevant des communes de Haizer (Est de Bouira) et Kadiria et Maâlla (à l'ouest), pour une enveloppe financière de l'ordre de 36 millions de DA, a ajouté M. Messaoudi. Plusieurs dizaines de projets similaires ont été réalisés durant ces dernières années à travers les différentes communes de la wilaya de Bouira, où le taux de couverture en matière d'électricité a dépassé le seuil des 98%, alors que pour le gaz, il a atteint les 97%, selon les dernières statistiques communiquées par la direction de distribution.
"D'autres opérations sont en cours de réalisation ou seront lancées prochainement dans le cadre de la réalisation d'extensions au profit des habitants de quelques communes de la wilaya", a souligné M. Messaoudi.

BISKRA

Le secteur de l'éducation renforcé par 18 nouveaux établissements scolaires

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Biskra a été renforcé par 18 nouveaux établissements scolaires dans les trois paliers de l'enseignement, entrés en exploitation dimanche à l'occasion de la rentrée scolaire 2024-2025. Il s'agit de deux groupes scolaires, neuf collèges d'enseignement moyen (CEM) et sept lycées, a indiqué le directeur de wilaya de l'Education, Abdelaziz Baaziz, en marge de la cérémonie de lancement de la nouvelle année scolaire au niveau de la nouvelle école primaire M'barekDahmane, au chef-lieu de wilaya.
Les nouveaux établissements ont été raccordés aux divers réseaux et dotés de tous les équipements indispensables, a ajouté la même source.
Le responsable du secteur a annoncé également la réception en décembre prochain de deux autres CEM et un lycée, en cours de réalisation

MASCARA

Entrée en service de la station d'épuration des eaux de Mohammadia

La station d'épuration des eaux usées (STEP), sise dans la commune de Mohammadia (Mascara) est entrée, récemment, en exploitation, a-t-on appris de la direction locale de l'Hydraulique.
Cette infrastructure, dont la réalisation a nécessité la mobilisation d'une enveloppe budgétaire de 990 millions de dinars, au titre du programme sectoriel, contribuera dans une première phase au traitement de 7.000 mètres cubes/jour issues de quelque 100.000 ménages, a précisé la même source, ajoutant que la capacité de traitement sera portée, au titre de la seconde phase, à 14.000 mètres cubes/jour.
La STEP de Mohammadia constituera également un appoint à l'irrigation agricole de quelque 400 hectares de terres agricoles de la plaine d'El-Habra situées dans son proche périmètre, réservés principalement à l'arboriculture fruitière, a fait savoir la même source.
Par ailleurs, la capacité de traitement est appelée, à l'horizon 2030, à croître davantage pour atteindre pas moins de 30.000 mètres cubes/jour au profit de quelque 120.000 habitants de la région.
Par ailleurs, la wilaya de Mascara vient de bénéficier d'un projet de réalisation d'une infrastructure similaire devant être implantée dans la commune du chef-lieu de wilaya, dont les études techniques "seront lancées prochainement", a indiqué la direction de l'Hydraulique.

TISSEMSILT

Entrée en exploitation du projet de dédoublement de la RN 120

Le réseau routier de la wilaya de Tissemsilt vient d'être renforcé à la faveur de l'achèvement et de l'entrée en exploitation du projet de dédoublement de la route nationale 120 (RN120), a-t-on appris, dimanche, du directeur local des Travaux publics, ZineddineBordji.
M. Bordji a précisé que le projet du dédoublement de la RN 120, sur une distance de 22 kilomètres, reliant les wilayas de Tissemsilt, à partir de la commune Layoune, et Djlefa, vient d'être achevé et entré en exploitation, faisant observer que le projet fait partie de la nomenclature inscrites et mises en œuvre dans le cadre du programme complémentaire décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de cette collectivité locale des Hauts-plateaux du Centre-ouest.
Par ailleurs, le directeur des Travaux publics a indiqué que le taux d'avancement des travaux ciblant le dédoublement de la RN14, reliant à partir de la partie Nord, la wilaya Tissemsilt et Tiaret, ont atteint plus de 84%.
M. Bordji a fait savoir, dans ce contexte, que les travaux qui concernent une section d'une longueur de 8 kilomètres, sont totalement achevés, de même que l'échangeur appelé à réguler la circulation routière au niveau de cette route nationale.
Selon la même source, le secteur des Travaux publics de la wilaya de Tissemsilt a bénéficié, au titre du programme complémentaire de développement, d'une série de projets de chemins de wilaya de plus de 27 kilomètres, devant profiter à plusieurs communes, notamment celles de Tissemsilt-ville, Sidi Abed, Lazharia, Larbâa, Sidi Lantri et Bordj-Bounâama.
Par ailleurs, 10 projets concernant l'aménagement de plusieurs chemins communaux sur une distance de plus de 50 kilomètres, ont été lancés et réceptionnés, dans le cadre de la mise en œuvre du programme complémentaire de développement, qui comprend 13 projets, dont l'enveloppe budgétaire qui leur a été allouée est évaluée à 47,62 milliards de dinars,signale-t-on

COLONIALISME CARBONE

Les ressources naturelles sont exploitées loin des populations auxquelles elles appartiennent

Alors que les effets du changement climatique sont de plus en plus visibles, on pourrait assister à un moment de rupture politique et sociale, à un début de remise en cause du statu quo.

Par Laurie Parsons (*)

Presque tout ce que nous achetons implique une exploitation plus ou moins importante de l'environnement et des personnes qui dépendent de celui-ci.
Presque tout ce que nous achetons contribue au changement climatique par le biais des émissions, de la dégradation de l'environnement local ou, le plus souvent, des deux. Pourtant, dans un monde où l'écoblanchiment est devenu si banal que presque chaque produit se pare de vertus écologiques, les choses ont tendance à ne pas être perçues de cette manière. En fait, elles ont tendance à ne pas être perçues du tout.
Les émissions de carbone et la pollution sont une phase par laquelle nous passons tous, ce qui signifie que nous avons gagné la capacité – et surtout l'argent – nous permettant d'éviter les risques croissants du changement climatique, ce que d'autres gagneront également à mesure que chaque nation poursuivra inexorablement sa propre courbe. Les pays riches acceptent ce raisonnement parce qu'il est confortable et qu'il offre une justification logique et morale à la relative sécurité et à la santé du monde riche.
Et si ce n'était pas vrai ? Et si un endroit était dévasté parce qu'un autre était propre ? Tout comme les émissions de carbone ne sont pas des actes de Dieu, l'exposition aux résultats de ces émissions ne l'est pas non plus. En d'autres termes, il est impossible d'exclure l'argent de la géographie des risques de catastrophe.
Il s'agit du colonialisme par le carbone : l'incarnation la plus récente d'un système séculaire qui voit les ressources naturelles continuer d'être extraites, exportées et exploitées loin des populations auxquelles elles appartenaient. Il s'agit, à bien des égards, d'une vieille histoire, mais ce qui est nouveau, c'est le coût caché de cette extraction : la facture carbone payée de manière inversement proportionnelle à la quantité de ressources exploitées.
La plupart des économies coloniales étaient organisées autour de l'extraction, fournissant les matières premières qui alimentaient la croissance impériale. Résultat, même lorsque l'administration impériale disparaît, il est très difficile d'éliminer les structures économiques sous-jacentes mises en place par les colonisateurs et elles continuent de freiner les pays nouvellement indépendants.
En règle générale, l'exportation de matières premières apporte moins de valeur économique au pays qui y procède

que la transformation, la fabrication et la revente de ces matières. Ainsi, pour chaque watt d'énergie, chaque hectare de terre et chaque heure de travail utilisés pour fabriquer des biens exportés du Nord vers le Sud, le Sud doit produire, utiliser et travailler beaucoup plus d'unités pour les payer.

Décolonisons le changement climatique

Nous disposons déjà des moyens de décoloniser la façon dont nous mesurons, atténuons et nous adaptons au changement climatique.
Cette tâche est aussi vaste que vitale, et trois priorités sont au coeur de celle-ci. Premièrement, les objectifs d'émissions de carbone basés sur la production nationale doivent être abandonnés au profit de mesures basées sur la consommation, lesquelles, bien que facilement disponibles, sont généralement négligées par souci de confort politique des pays riches. Deuxièmement, la moitié des émissions de certaines économies riches a lieu aujourd'hui à l'étranger. La réglementation en matière d'environnement et d'émissions doit donc être appliquée aussi rigoureusement aux chaînes d'approvisionnement qu'à la production nationale.
En adoptant ces nouveaux angles d'approche, nous pouvons aspirer à une dernière priorité : admettre que la mondialisation industrielle façonne un paysage de désastres. Notre économie mondialisée repose sur des fondations destinées à siphonner les matériaux et les richesses au profit du monde riche tout en abandonnant des déchets à la place.
Pourtant, il existe, comme toujours, une autre voie. Nous pouvons refuser de mondialiser cette valeur qu'est l'environnement en donnant la parole à ceux à qui il appartient. Les environnements ne doivent pas être de simples biens matériels abstraits.
Accorder une plus grande importance à la façon dont les gens pensent leur environnement local est perçu comme la voie à suivre pour décoloniser notre pensée environnementale, nous éloigner de l'extractivisme et peut-être d'empêcher la mort lente de la nature qui a commencé dans les années 1700.

Les mythes sur l'environnement et comment penser différemment

L'un des mythes les plus répandus dans le discours sur le changement climatique est que ce dernier accroît la probabilité de catastrophes naturelles. Ce fardeau pèse de manière disproportionnée sur les pays les plus pauvres. Pourtant, ce mythe est fondamentalement erroné. Le changement climatique ne provoque pas davantage de catastrophes naturelles, car celles-ci n'ont en premier lieu absolument rien de naturel. Les tempêtes, les inondations ou les sécheresses ne sont pas les seules responsables de ces catastrophes, mais celles-ci surviennent lorsque ces risques dangereux se heurtent aux inégalités économiques et à la vulnérabilité.
Après tout, un ouragan n'a pas du tout la même signification pour les populations de Singapour ou pour celles du Timor-Oriental. Cette différence n'est pas le fruit d'un accident géographique, mais bien d'une économie mondiale qui veille à ce que certaines parties du monde restent plus vulnérables que d'autres au changement climatique. Les catastrophes naturelles sont donc des catastrophes économiques : elles sont le résultat de siècles d'échanges commerciaux déséquilibrés et des effets concrets et quotidiens du commerce contemporain. Les pays riches réalisant une part de plus en plus réduite de leur production, la responsabilité de rendre des comptes quant à la réalité des émissions est abandonnée aux entreprises internationales, qui ne sont guère incitées à communiquer des informations précises concernant leurs chaînes d'approvisionnement.
Dans les pays riches, l'environnement gagne en qualité et en sécurité, même dans un contexte de plus en plus incertain. Les ressources nécessaires pour relever les défis du changement climatique se font de plus en plus abondantes et sont dépensées pour protéger leurs populations privilégiées.
Pourtant, dans la majeure partie du monde, c'est le contraire qui est vrai. Les ressources naturelles continuent de déferler toujours plus loin, sans que le capital ne rapporte grand-chose en compensation. Les forêts sont dégradées par de nombreux acteurs, grands et petits, alors que le climat et le marché se conjuguent pour saper les moyens de subsistance traditionnels. Les ouvriers d'usine travaillent dans des conditions suffocantes. Les pêcheurs sont confrontés à une diminution constante de leurs moyens de subsistance.
En d'autres termes, nous disposons de tous les outils nécessaires pour résoudre le problème du changement climatique, mais nous n'avons ni le contrôle ni la visibilité des processus de production qui en sont responsables. Que ce soit par le biais de recours juridiques, de grèves pour le climat ou de nouvelles constitutions, les gens s'éveillent aux mythes qui façonnent notre pensée sur l'environnement. Ils se rendent compte que le changement climatique n'a jamais été une question de retard technologique, mais qu'il a toujours été une question d'inégalité de pouvoir.
Alors que les effets du changement climatique sont de plus en plus visibles, on pourrait assister à un moment de rupture politique et sociale, à un début de remise en cause du statu quo.
Exigeons la fin des temporisations. Exigeons la fin de la tolérance à l'égard de ce qui est éhontément tenu caché dans notre économie. Exigeons la fin du colonialisme du carbone.

(*) Maître de conférences en géographie humaine au Royal Holloway, Université de Londres, et chercheur principal pour les projets The Disaster Trade

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

VERS UNE NOUVELLE ERE ENERGETIQUE

Avec quelles ressources ? Et au profit de qui ?

2e partie

Faut-il croire que la fin des combustibles fossiles va survenir Par celle des réserves ou de la demande / consommation ? Avant toute chose il faut faire la différence entre : Le « PIC PETROLIER » qui signifie le moment à partir duquel où la production pétrolière mondiale va décliner pour l'une ou les deux raisons suivantes : baisse des réserves prouvées exploitables, et/ou baisse de la production du fait de l'incapacité des techniques d'exploitation des réserves même si elles sont en augmentation, mais sont complexes ou non rentables à produire.

Le Moyen Orient, qui renferme déjà l'essentiel des réserves mondiales en hydrocarbures avec 48% pour le pétrole et 40% pour le gaz naturel, et y contribue en production avec 31,5% en pétrole (30,3 millions de barils par jour en 2023), et 17,4% en gaz naturel (713 Mds M3 par an), n'est pas en reste, puisque le Koweit vient d'annoncer une importante découverte de 3,2 Mds de barils équivalents pétrole qu'il compte exploiter rapidement, pour compenser la baisse de sa production enregistrée depuis 2020. L'Arabie saoudite a récemment entamé le développement de son potentiel en gaz de schiste. « L'Afrique renferme 7,2% des réserves pétrolières dans le monde et 6,9% des réserves gazières. Sa production pétrolière a atteint environ 7,5 millions de barils par jour en 2022 et devrait décliner vers 2030 à environ 6 millions de barils. Par contre celle du gaz naturel est en progression, a atteint 275 milliards de M3 en 2022 et devrait augmenter encore à l'horizon 2030, dans la mesure où 40% des nouvelles réserves mondiales découvertes depuis 2010, l'ont été en Afrique. L'Afrique est prévue contribuer à hauteur de 25% (750 millions de Tep) à l'augmentation de la demande d'énergie primaire mondiale à l'horizon 2050. Sa production gazière devrait atteindre 550 Mds M3 en 2050 et nécessitera alors un investissement en amont de près de 1.100 Mds de dollars . (https://www.energymagazinedz.com/2024/03/19/appo-banque-africaine-de-lenergie-et-defis-energetiques-de-lafrique/).

Les cinq plus grands détenteurs de réserves et producteurs d'hydrocarbures sont le Nigéria, l'Algérie, la Libye, le Mozambique, et l'Egypte.

En Afrique de l'Ouest, le bassin offshore d'Orange en Namibie est en tête au point de vue attractivité et pourrait pratiquement reproduire le succès de la Guyane. Une dizaine de grandes compagnies pétrolières et gazières sont déjà présentes sur son domaine offshore, dont la portugaise Galpqui a annoncé un potentiel de 10 milliards de barils de pétrole dans sa découverte de « MOPANE ». Shell et TotalEnergies ont aussi annoncé des résultats similaires, tandis que BP, ENI, et Chevron se préparent à entamer leurs forages d'exploration.

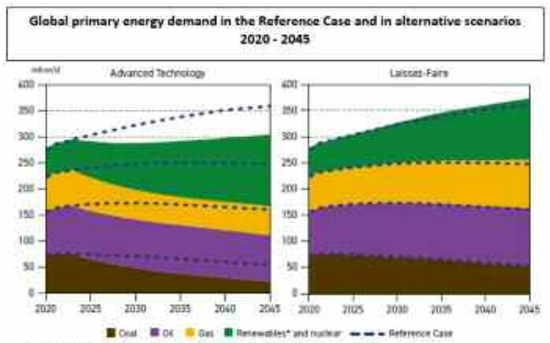
Le Sénégal et la Mauritanie sont les deux autres pays dont le potentiel en gaz surtout, est en pleine croissance, avec le démarrage de la production de gaz vers la fin 2024 du gisement de « Grande Tortue Ahmeyin (GTA) » situé à cheval sur leur frontière commune. Ce gisement renfermerait 450 Mds M3 de gaz, dont la production sera liquéfiée sur place à raison de 2,3 millions de tonnes de GNL par an (environ 3,2 Mds M3). Au-delà du potentiel existant :

– Le Sénégal possède deux autres gisements offshores non développés à ce jour : celui de «Sangomar » opéré par Woodside (82%) en partenariat avec Petrosen (18%), renfermant des réserves estimées à environ 600 millions de barils de pétrole, avec une capacité de production de 100.000 barils par jour, ainsi que le gisement de gaz « Yakaar-Teranga » qui renfermerait environ 700 Mds M3 de gaz.

– La Mauritanie possède elle aussi deux gisements de gaz offshore : « BirAllah », découvert initialement par un premier puits « Marsouin 1 », puis confirmé par un deuxième puits «Orca 1» en 2019, au niveau du bloc C8 opéré depuis 2012 par Kosmos Energy en partenariat avec la SMH, puis rejoints par BPqui a racheté 60% des parts de Kosmos Energy. Il renfermerait des réserves estimées à 1.400 Mds M3 de gaz, c'est-à-dire deux fois plus que « GTA ». Le deuxième gisement de gaz de plus petite taille, « Bandar », situé dans la partie nord du domaine offshore mauritanien, a été découvert en 2012 par Woodside puis abandonné, ses réserves n'étant que d'environ 35 Mds M3.

Le bassin offshore au large de la Cote d'Ivoire, lui aussi est en train de connaitre un développement important des découvertes de l'ENI, dont le gisement de Baleine qui produit déjà 22.000 barils équivalent pétrole par jour, et la récente découverte de pétrole-gaz-condensat de Calao, qui renfermerait entre 1 et 1,5 milliards de barils équivalent. La compagnie ENI opère déjà 4 blocs (CI504, CI526, CI706, et CI708) où elle prévoit d'investir 80 millions de dollars sur une période d'exploration de 3 ans, qui pourrait faire tripler la production pétrolière de la Cote d'Ivoire à moyen terme.

La chute de la production pétrolière russe depuis 2022 a largement été remplacée par la croissance de celle des USA, mais pas celle de ses exportations vers l'Europe qui ont été largement compensées par les exportations vers l'Asie en pétrole, et vers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud pour les produits pétroliers. Cette tendance a même en quelque sorte entrainée une augmentation globale des exportations russes en pétrole et produits pétroliers.



Un pic de la demande suivi d'un pic du prix du baril ?

Du côté de l'OPEP, sa volonté de préserver un prix et une part de marché, avec plusieurs réductions (2 MMB/J en 2022, puis de façon volontaire 1,66 et 2,2 MMB/J en 2023) a tout juste permis la stabilisation de son niveau de production, face à une production pétrolière mondiale qui augmente régulièrement, surtout à partir des nouvelles zones où d'importantes découvertes ont été faites, et une demande qui ne suit pas au même rythme.

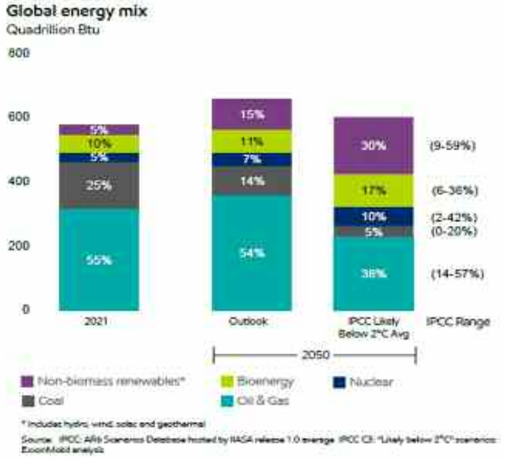
Du côté de l'AIE, celle-ci prévoit qu'il y aura d'ici 2030 environ 8 millions de barils de pétrole par jour en plus sur le marché, qui viendront concurrencer la production OPEP+. Face à l'incertitude de l'équilibre offre/demande et par conséquent du marché, Il est de plus en plus probable que :

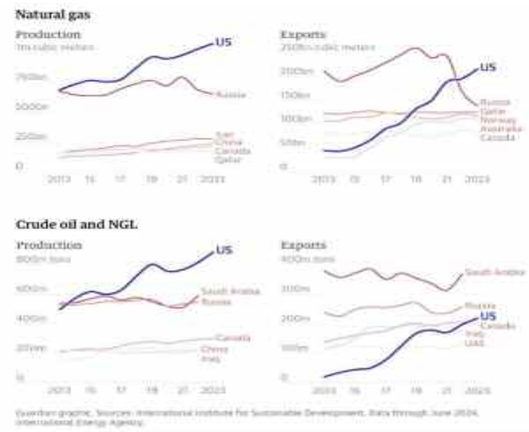
D'une part, la presque certitude que toute nouvelle augmentation de production qu'elle vienne d'ailleurs, ou de l'OPEP+ après la fin des réductions actuelles en 2025, aura un impact sur le prix vers la baisse. Face aux récentes chutes du baril à moins de 75 dollars, l'OPEP+ vient d'ailleurs de décider le 05 Septembre 2024 de reporter à la fin de l'année 2024, l'annulation progressive des réductions de production volontaires de 2,2 million de baril par jour, alors qu'elle était prévue pour le mois d'octobre 2024.

D'autre part, la crainte de plus en plus présente chez les détenteurs de grandes réserves (Moyen Orient) d'un éventuel abandon de réserves dans le sous-sol à long terme, va les amener à envisager ou meme commencer à mettre en œuvre des stratégies de valorisation locale d'une part de leur production pétrolière (cas de l'Arabie Saoudite en pétrochimie). Les autres pays (africains surtout) ont pour leur part d'autres soucis : préserver la rente, améliorer l'accès à l'énergie, et aussi tenter de valoriser localement leur production.

On peut donc considérer que les deux dernières décennies ont été marquées par :

Une « AUGMENTATION REGULIERE DES RESERVES » et de la production de pétrole et de gaz, en particulier au niveau des USA si on inclut les hydrocarbures non conventionnels développés et mis en production, ainsi que le potentiel mis en évidence dans les nouveaux bassins offshores dont ceux autour de l'Afrique et d'Amérique latine.





tine.

Une augmentation de la demande pétrolière, tirée surtout par le secteur du transport qui compte pour 45% dans la demande pétrolière, avec un nouveau parc de 600 millions de véhicules et l'accroissement du transport par fret à raison de 65%. Le secteur pétrochimie n'en consomme que 15%. (Réf : AIE WEO 2023). La demande est par ailleurs tirée essentiellement par les pays non-OCDE à raison de 90%, et la consommation intérieure/locale des pays gros producteurs eux-mêmes (Moyen Orient et Russie à raison de 2%). L'essentiel de cette demande non-OCDE vient de la Chine, l'inde, et autres pays asiatiques à raison de 60% en moyenne, mais où il y a les plus gros efforts en matière de développement des ENR, du nucléaire, et de réduction de la consommation de charbon. Ce qui laisse prévoir une stagnation de la demande pétrolière globale à moyen terme.

La consommation gazière a quant à elle augmenté de façon régulière à raison d'environ 2% par an en passant de 2500 à 4000 Mds M3 entre 2000 et 2022, essentiellement tirée par les secteurs de l'industrie et de l'électricité, particulièrement au niveau des pays d'Asie-Pacifique, et du Moyen Orient dont les taux de croissance de la consommation sont les plus importants.

Les capacités de génération du nucléaire sont demeurées stables durant la première décennie jusqu'en 2011 avec environ 370 GW, avant une importante chute entre 2012 et 2014 à 355 GW, suivie d'une reprise progressive vers un pic de 375 GW à compter de 2018, correspondant à environ 5,2% de la demande globale d'énergie primaire. La crise énergétique de 2021, aggravée par les conflits géopolitiques actuels a entrainé la reconsidération des politiques de sortie du nucléaire notamment en Europe et en Asie, où est située la majorité des 57 nouvelles centrales (60 GW) qui sont actuellement en construction. Mais le principal problème qui demeure concerne le vieillissement du parc nucléaire dont 25% des centrales date de plus de 40 ans et 40% entre 30 et 40 ans.

Une tendance nette vers un « PIC DU PRIX DU BARIL », dans la mesure où sa stabilité ne le doit qu'à la « lutte acharnée » de l'OPEP+ à travers des coupes répétées ou de reports de son plan de réduction d'année en année, et une cohésion plus ou moins respectée en son sein. Les quelques hausses intermittentes n'ont survenu que suite aux impacts des risques géopolitiques dont on n'arrive plus à entrevoir l'issue (guerre russo-ukrainienne et palestino-israélienne), alors que certains sont de courte durée en général (Libye).

Une accélération de la transition énergétique au niveau des pays les plus développés à travers non seulement le recours à de nouvelles sources d'énergies dites propres, mais aussi de nouveaux modèles de consommation énergétique. Les capacités de production solaire sont passées d'une cinquantaine de GW en 2010 à plus de 600 GW en 2022, et vont pratiquement doubler à l'horizon 2030. La crise énergétique survenue en 2021, due à l'incapacité des ENR à répondre aux besoins croissants post COVID, puis aggravée par les conflits géopolitiques (2022-2023) a fini par modifier définitivement la scène énergétique mondiale, déjà sous pression d'une interdépendance entre pays importateurs soucieux de leur approvisionnement, et pays exportateurs soucieux de leurs revenus.

D'où l'avènement de nouvelles politiques, nouvelles alliances, et nouveaux canaux des échanges à travers le monde surtout en ce qui concerne le gaz naturel qui demeure épargné meme s'il s'agit d'une ressource fossile et non renouvelable.

Les prochaines décennies vont être marquées par :

La poursuite de l'accroissement de la consommation énergétique mondiale, tirée surtout par celle de l'électricité, mais avec une part des énergies fossiles en chute continue dans le mix énergétique :

Selon l'OPEP, la part des énergies fossiles devrait passer de 80% en 2022 à 69% en 2045.

Selon l'AIE, la part de l'électricité, devrait croitre régulièrement de 4% en 2024, et se maintenir au-delà de 2025. Celle des énergies fossiles y compris le gaz devrait ainsi passer en 2050 à 20% dans son scénario STEPS, 10% dans le scénario moyen APS, et 2% dans le scénario NZE, tandis que le nucléaire demeurera stable autour de 10 %.

Le monde va etre caractérisé de plus en plus par un énorme déséquilibre en matière de consommation et par conséquent de demande énergétique, ainsi qu'une mutation très rapide des usages vers l'électricité. Cela va modifier complètement les échanges à travers le monde. A titre d'exemple, la part de la consommation énergétique en Asie-Océanie en 2033 sera de 71%, dont 67% pour la Chine. Celle de l'Afrique sera tout juste de 3%, alors qu'il s'agit du continent le moins raccordé actuellement à l'énergie.

Selon l'AIE, la demande en électricité est prévue croitre en 2024 de 8% en Inde, 6% en Chine, 3% aux USA, mais seulement 1,7% en Europe. Il faut cependant noter que la part des ENR, dont les investissements devraient dépasser les 2000 milliards de dollars en 2024, (soit deux fois plus que les énergies fossiles), devrait dépasser dès 2025 celle issue du charbon.

Selon une récente analyse du « GECF » à l'échelle mondiale, l'électrification croissante des usages de l'énergie devrait atteindre au moins 29% de la demande totale d'énergie finale en 2050, tandis que la part des ENR dans la consommation d'énergie de l'UE des 27 atteindra 46% en 2024, puis en moyenne 69% en 2030, et 80% en 2050.

Il est donc assez clair que l'électricité dans la consommation d'énergie à travers le monde va etre le principal moteur de sa croissance au cours des prochaines décennies, et ce, à travers surtout les ENR.

Cet accroissement proviendra de plus en plus d'une production d'origine renouvelable, du nucléaire qui est de nouveau réhabilité, mais aussi du charbon sur le moyen terme, car ses réserves sont immenses, et sa consommation mondiale a augmenté entre 2022 et 2023 pour atteindre selon l'AIE « 8,7 milliards de tonnes, tirée par une forte croissance en Chine et en Inde (+7 et 10% par rapport à 2022) ». Elle devrait même augmenter encore en 2024-2025 sous la pression de la demande dans les secteurs de l'électricité et de l'industrie dans ces deux pays, ainsi que d'autres en Asie (Vietnam), alors que partout ailleurs (USA, Europe, et partiellement en Asie : Japon, Corée), on constate un recul continu de l'usage du charbon. Le recul du charbon a eu lieu surtout au niveau des nouvelles centrales depuis 2006, dont le rendement s'est beaucoup amélioré au point de vue génération d'électricité. Sa part dans le mix énergétique est demeurée stable entre 2006 et 2014 autour de 40%, avant d'entamer une chute régulière autour de 35% en 2022. Selon ExxonMobil, sa part dans le mix énergétique devrait par contre passer à 13% entre 2023 et 2050.

Le nucléaire, va demeurer stable et même augmenter légèrement malgré les politiques de démantèlement annoncées durant la dernière décennie surtout en Europe. Seule l'Allemagne a maintenu pour le moment sa stratégie de sortie du nucléaire, mais au détriment de son économie en crise actuellement suite à la crise énergétique de 2021, aggravée par la rupture de l'approvisionnement en gaz de la Russie.

La capacité du parc nucléaire mondial devrait passer selon l'AIE entre 2022 et 2050, de 417 à 620 GW dans le scénario STEPS, 770 dans le scénario APS, et 900 GW dans le scénario NZE.

La Chine entend atteindre 10% d'électricité produite dans des centrales nucléaires en 2035 (150 GW), ce qui implique la construction de près d'une centaine de réacteurs d'ici-là ! Elle deviendra alors de loin la première puissance mondiale du nucléaire civil.

La France est en train de projeter la construction de plusieurs centrales de dernière génération « SMR », alors que l'Italie « a appelé à une relance de l'industrie nucléaire européenne, la qualifiant d'élément essentiel d'une politique énergétique équilibrée pour soutenir avec succès le continent dans ses plans de transition énergétique » par la voix de son Vice-Premier Ministre. Le principal défi dans le secteur du nucléaire demeure cependant le vieillissement des centrales dont l'âge de la majorité d'entre elles dépasse les 30 et 40 années.

La croissance de la demande pétrolière va demeurer lente à moyen terme avant d'etre négative au-delà de 2030 ou au plus tard 2035, face à une évolution des modèles de consommation énergétique qui seront de plus en plus basés sur l'électricité qui sera produite de plus en plus par un mix Gaz-ENR, et partiellement nucléaire-charbon. A cet horizon, la plupart des analyses en dehors de celles de l'OPEP, prévoient le démarrage d'un plateau des consommations en pétrole à moins de 100 millions de barils par jour. La stratégie de l'OPEP+ étant basée sur la défense du prix, l'amènera à maintenir son niveau de production actuel, face aux nouvelles réserves y compris les non conventionnelles qui continueront à être mises en production si le baril ne chute pas à moins de 30 $. « Citi Research et Bank of America » pensent que le prix actuel entre 70 et 80 $ est temporaire, lié aux conflits géopolitiques, et qu'il y a un excédent de pétrole sur le marché qui va le faire chuter autour de 60 $ en 2025, et demeurera entre 60 et 80 $ à moyen terme.

Un ralentissement des investissements pétroliers de façon globale, parceque les plus importants sont de plus en plus consacrés à la maintenance des capacités de production vieillissantes, et aux nouveaux bassins offshores où l'exploration et le développement sont très couteux. Si on ne tient compte que du scénario de l'AIE pour limiter le réchauffement climatique à 1,5° à l'horizon 2050, il est évident « qu'il n'y a pas de place pour de nouveaux projets de combustibles fossiles » (selon Greg Muttit de l'IISD). Mais le problème qui se pose et que défendent les compagnies pétrolières est lié aussi aux besoins en gaz naturel dont l'accroissement de consommation, et par conséquent en investissements, ainsi que son rôle prédominant dans la sécurité énergétique de tous les pays, est pratiquement fondamental.

Le gaz naturel poursuivra donc sa progression dans le mix énergétique, en particuliers à travers des investissements dans la liquéfaction (GNL), qui devraient augmenter de plus de 50 % d'ici 2029 selon « Goldman Sachs Research », les USA étant appelés à demeurer le premier producteur de gaz au monde au moins jusqu'en 2030, et les premiers exportateurs de GNL aussi.

Un récent rapport de l'IGU (International Gas Union) « révèle que le commerce mondial du GNL a augmenté de 2,1% en 2023, dépassant les 401 millions de tonnes, le gaz devenant un élément essentiel du mix énergétique, avec une capacité de liquéfaction qui devrait atteindre plus de 700 MTPA d'ici 2030 ».

L'augmentation de l'offre GNL à l'échelle mondiale sera de 80% à l'horizon 2030, ce qui entrainera probablement une baisse de son prix en Europe et en Asie selon « Goldman Sachs Research ». Les prix spot ont certes baissé en atteignant 13,86 $/MMBtu en 2023, un niveau encore acceptable, mais un autre paramètre risque aussi de modifier les échanges de gaz dans le monde et les faire chuter, lié à l'accroissement prévisible de volumes importants de « GNL dit flexible », provenant de nouvelles infrastructures de liquéfaction en Afrique (Mauritanie-Sénégal, Congo Brazaville, Namibie, etc…), en Asie (Indonésie), et même du Qatar en remplacement des contrats à long terme non renouvelés.

Il est par conséquent clair que le monde s'oriente vers une nouvelle ère énergétique qui va être caractérisée :

D'abord par de nouveaux modèles de consommation qui seront de plus en plus bases sur « l'électricité », à travers une expansion très rapide des EnR.

Un recul de la demande pétrolière à compter de 2030 ou au plus tard 2035, mais le maintien de la place du gaz dans le mix énergétique à l'horizon 2050. La diversification des sources d'énergie certes dans un objectif « apparent » de lutte contre le réchauffement climatique, mais surtout de sécurité et de souveraineté énergétique.

Une profonde modification des échanges énergétiques à travers le monde, qui va placer le gaz naturel au centre de préoccupations géopolitiques.

Le développement et le recours aux EnR n'est plus un sujet 0 débattre en tant que source d'énergie, mais plutôt comment en élargir les sources et les usages. Et l'hydrogène vert est ainsi en train d'en devenir le thème principal. C'est ce que nous tenterons d'aborder dans notre prochaine contribution intitulée : «l'hydrogène vert et « son canal Afrique / Maghreb-Europe : Un mythe ou une réalité ? »

(*) Expert en énergie, ancien ministre

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales évoluent sans grand changement

Les Bourses mondiales évoluent sans grand changement lundi, espérant l'annonce prochaine de potentielles mesures de soutien à l'économie chinoise après la baisse d'un taux directeur de la Banque centrale chinoise et l'annonce d'une conférence de presse mardi de son gouverneur.

En Europe, la Bourse de Paris cédait 0,25% vers 07h40 GMT et passait outre l'annonce d'un nouveau gouvernement tombée au cours du week-end. Milan reculait légèrement de 0,16%. Londres grappillait quant à elle 0,19% et Francfort 0,16%. Les marchés sont tournés vers les «rumeurs» selon lesquelles «les autorités chinoises se préparent à redoubler d'efforts pour relancer la croissance», estime John Plassard, analyste chez Mirabaud. La Banque centrale chinoise (PBoC) a annoncé lundi, de manière inattendue, baisser de 1,95% à 1,85% le taux de mise en pension à 14 jours, soit le taux auquel elle fournit des liquidités à court terme aux banques commerciales. «C'est la confirmation que la Chine va continuer d'être un point de fragilité de l'économie et de la finance mondiales à court terme», estime Christopher Dembik, conseiller en investissement chez Pictet AM. Par ailleurs, «le gouverneur de la banque centrale tiendra (mardi) une conférence de presse sur le soutien financier au développement économique, en compagnie de deux autres responsables», précise John Plassard. L'organisation de cette conférence de presse alimente les attentes d'annonces de mesures de soutien à l'économie alors que la deuxième puissance économique mondiale reste en proie à une crise de l'immobilier, une consommation en berne et d'importantes incertitudes économiques, la reprise post-Covid tant espérée ayant été brève et moins robuste qu'escomptée. Sur les marchés d'actions asiatiques, la Bourse de Hong Kong cédait 0,14% dans les derniers échanges, tandis que Shanghai a gagné 0,44% et que Shenzhen a grappillé 0,10%. Au Japon, la Bourse de Tokyo était fermée en raison d'un jour férie.À l'agenda de la semaine, l'attention des investisseurs devrait être accaparée par les Etats-Unis, avec la publication jeudi de la dernière estimation du PIB au deuxième trimestre, puis vendredi les revenus et dépenses des ménages et inflation PCE en août. «L'économie américaine devrait avoir connu une croissance proche de 3%», estime Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. Quant à l'inflation PCE, «l'indicateur d'inflation préféré de la Fed», il devrait «montrer des signes de stabilisation, un peu au-dessus de l'objectif de 2% fixé par la politique monétaire», poursuit-elle.

Commerzbank plonge

D'après un article du Financial Times publié lundi, la direction de la banque allemande Commerzbank (-4,21% à Francfort) aurait averti le gouvernement allemand qu'une éventuelle fusion avec Unicredit (-1,63% à Milan) pourrait constituer une menace pour les entreprises en Europe. Une fusion avec le concurrent italien pourrait entraver l'octroi de crédits aux entreprises de taille moyenne. Vendredi, le gouvernement allemand avait déclaré ne pas mettre en vente «jusqu'à nouvel ordre» d'autres lots de la participation publique dans Commerzbank, se disant décidé à soutenir l'indépendance de la deuxième banque allemande face aux appétits de l'italienne UniCredit.
Les prix du pétrole hésitaient lundi, pris entre l'inquiétude autour de l'économie chinoise et les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, qui restent scrutées par les investisseurs. Israël a mené lundi matin des dizaines de frappes sur le sud et l'est du Liban, ravivant «les craintes de conflits plus vastes susceptibles de perturber l'approvisionnement en pétrole», explique M. Plassard. Vers 07h35 GMT, le prix du baril de WTI américain cédait 0,31% à 70,78 dollars et celui de Brent de la mer du Nord perdait 0,32% à 74,25 dollars. Sur le marché des changes, le dollar progressait de 0,48% à 1,1109 dollar pour un euro.

L'Europe hésite avant une nouvelle série d'indicateurs

Les principales Bourses européennes sont sans direction lundi en début de séance avant la publication des indices PMI d'activité de la zone euro, l'espoir d'une nouvelle réduction d'ampleur des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) soutenant toutefois le sentiment.
À Paris, le CAC 40 perd 0,25% à 7.481,70 points vers 07h14 GMT. A Francfort, le Dax avance de 0,04% et à Londres, le FTSE 100 cède 0,01%.
L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,10%, le FTSEurofirst 300 prend 0,02% et le Stoxx 600 recule de 0,04%.
Les Bourses hésitent dans l'attente d'une nouvelle série d'indicateurs économiques, à commencer par les PMI composites de la zone euro, qui devraient donner un aperçu de l'état de l'économie européenne
"Si le secteur manufacturier, réputé sensible au cycle global, reste à plat, ce n'est pas un bon signal. En 2024, le redressement de la zone euro a été tiré par les exportations lus que par la demande domestique. Le sentiment déprimé des industriels fait craindre que la demande extérieure se modère à son tour", signalent les analystes d'ODDO BHF dans une note publiée lundi.
La décision de la Fed d'entamer son cycle d'assouplissement monétaire la semaine dernière encourage par ailleurs les investisseurs à parier sur un atterrissage en douceur de l'économie américaine, alors qu'ils attendent de bonnes nouvelles sur le front des prix, avec la publication, vendredi, de l'indice des dépenses de consommation personnelle (PCE), l'indicateur d'inflation préféré de la Fed. Aux valeurs, la banque Commerzbank perd 4,3% après que le gouvernement allemand a déclaré qu'il conserverait pour l'instant sa participation de 12% dans le groupe, ce qui devrait ralentir toute fusion imminente avec l'italien UniCredit.
Rightmove prend 4,2%, la société australienne d'annonces immobilières REA Group ayant annoncé lundi une offre de rachat améliorée après le rejet de ses deux précédentes tentatives.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 23 Septembre 2024
Valeur : 25 Septembre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.4913	132.5063
1	EUR	EURO	147.0521	147.0820
1	GBP	POUND STERLING	175.6946	175.7378
100	JPY	JAPANESE YEN	92.1935	92.2104
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7710	18.7739
1	CHF	SWISS FRANC	155.5793	155.6151
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.5492	97.5674
1	DKK	DANISH KRONE	19.7142	19.7173
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.9570	12.9623
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.5990	12.6037
1	AED	UAE DIRHAM	36.0697	36.0777
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3065	35.3124
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.1130	434.4469
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.3722	43.8081
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.6777	13.6792
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.8501	27.9933
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3366	3.3470
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.1085	179.1085

PARIS

Séance calme avant de nouvelles statistiques

La Bourse de Paris débute la séance en légère baisse lundi matin après deux semaines de gains. Le marché pourrait se montrer calme faute d'informations majeures susceptibles d'inciter les investisseurs à bouger. L'indice CAC 40 - qui a désormais basculé sur l'échéance octobre - est en repli de 0,3% à 7480 points.
Porté par l'action accommodante de la Réserve fédérale américain, le CAC vient d'aligner deux semaines de progression en s'arrogeant un gain de 0,7% la semaine passée. Avec cette progression, le marché parisien est quasiment revenu en territoire positif sur l'année, n'affichant plus qu'un repli de l'ordre de 1% depuis le 1er janvier.
L'optimisme est également revenu à Wall Street, où le Dow Jones et le S&P 500 ont inscrit de nouveaux plus hauts historiques la semaine dernière dans le sillage de la baisse de taux de 50 points de basé décidée par la Fed.
Mais gare à ce que cette embellie ne provoque pas une euphorie exagérée, préviennent les stratèges.
Au vu des récents avertissements sur résultats (Mercedes-Benz, FedEx), de la morosité de l'économie chinoise et des valorisations élevées du moment, les investisseurs pourraient bien être tentés de prendre leurs bénéfices.
Certes, l'amorce d'un cycle d'assouplissement monétaire en l'absence de récession est généralement un facteur porteur pour les actions, mais l'incertitude entourant les prochaines baisses de taux des grandes banques centrales pourrait provoquer une rechute des marchés d'actions.
'Il faut avoir conscience que ce ne sera pas un long chemin tranquille', prévient', prévient Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM.
'Il y aura certainement encore beaucoup d'à-coups dans les semaines à venir, une forte volatilité sur les principaux indices et également une forte dispersion de performance entre les secteurs d'activité', ajoute l'analyste.
D'autant que la semaine qui s'ouvre s'annonce chargée, avec la possibilité que les nombreuses statistiques au programme des prochains jours ramènent les indices boursiers sur terre.
Cette première journée de la semaine est principalement animée par les conclusions préliminaires des enquêtes PMI sur l'activité dans le secteur privé en Europe.
L'activité dans le secteur des services en France s'est de nouveau contractée en septembre, sous l'effet de la fin des Jeux olympiques, montrent les résultats préliminaires des enquêtes auprès des directeurs d'achat publiées ce lundi par HCOB et S&P.
L'indice PMI 'flash' mesurant le secteur tertiaire est tombé à un plus bas de six mois ce mois-ci, à 48,3 contre 55 en août, revenant sous la barre des 50 points séparant croissance et contraction de l'activité.
L'indice flash PMI composite HCOB de l'activité globale dans la zone euro se replie sous la barre de 50 du sans changement pour la première fois depuis sept mois en septembre, s'établissant à 48,9 contre 51 en août.
A suivre aussi cet après-midi, l'indice PMI manufacturier américain, qui devrait montrer que l'activité continue de bien se porter aux Etats-Unis, malgré les difficultés récurrentes du secteur manufacturier.
Egalement au programme de la semaine, l'indice Ifo du climat des affaires en Allemagne attendu demain, ainsi que les derniers chiffres de l'inflation en France puis en Espagne qui tomberont vendredi.
Le marché continuera par ailleurs de suivre de près l'évolution de l'inflation avec en vedette, vendredi, l'indice PCE des prix à la consommation aux Etats-Unis au titre du mois d'août.
Très surveillé par les marchés et par la Fed, cet indice devrait montrer une poursuite du processus de désinflation grâce au repli continu des prix de l'essence.
Avec cette statistique, les investisseurs tenteront d'avoir la confirmation que la tendance positive d'un atterrissage en douceur, marquée par un ralentissement de l'inflation et par une croissance plus modérée, est bien en train de s'ébaucher pour l'économie américaine.

ETATS-UNIS

Un accord entre républicains écarte la menace d'un shutdown

Les chefs de file du Congrès américain ont annoncé dimanche un accord visant à prolonger le budget du gouvernement jusqu'à la mi-décembre et à éviter une paralysie de l'Etat fédéral avant l'élection de novembre.

Fin du suspense. Aux Etats-Unis, le budget 2025 devrait être adopté par le Congrès d'ici fin septembre - fin de l'exercice fiscal - pour que l'ensemble des services restent financés, du moins jusqu'à mi-décembre. La menace du shutdown est ainsi écartée.

En effet, Mike Johnson, président républicain de la Chambre des représentants, faisait face à une fronde d'élus de son propre camp, inquiets de voir la limite du budget repoussée de nouveau et qui souhaitent une plus grande rigueur fiscale.

Par ailleurs, les républicains exigent depuis des semaines que tout budget soit lié à de nouvelles exigences selon lesquelles les électeurs devaient prouver leur citoyenneté américaine, un texte adjoint sous la pression de Donald Trump qui continue d'affirmer sans preuve qu'il a été victime d'une fraude électorale en 2020. L'administration Biden s'y oppose, soulignant que le vote des non-citoyens est déjà illégal et qu'il n'y a aucune preuve que les migrants sans papiers participent aux élections.

Un prolongement jusqu'au 20 décembre

Un vote sur un projet de loi combinant le texte relatif au vote, le « Save Act », et une prolongation de six mois du financement avait ainsi échoué mercredi à la Chambre des représentants, contrôlée par les républicains. L'accord annoncé dimanche exclut le « Save Act » et ne prolonge le financement que jusqu'au 20 décembre.

Cela repousse encore le débat sur le financement bien après les élections du 5 novembre, au cours desquelles le contrôle de la Chambre des représentants, du Sénat et de la présidence pourrait être décidé par de faibles marges. Le prochain Congrès siégera peu après le Nouvel An, tandis que l'investiture présidentielle - du républicain Trump ou de la démocrate Kamala Harris - aura lieu le 20 janvier.

« Je suis heureux que les négociations bipartisanes aient rapidement abouti à un accord de financement du gouvernement exempt de coupes et de pilules empoisonnées, mais ce même accord aurait pu être conclu il y a deux semaines », a déclaré le chef de la majorité au Sénat, le démocrate Chuck Schumer, dans un communiqué.

231 millions de dollars pour le Secret Service

L'élue démocrate Rosa DeLauro, à la tête de la commission parlementaire dédiée au budget fédéral, dénonçait mercredi dans un communiqué l'attitude des républicains qui « ont failli à l'une de leurs tâches les plus simples ».

Le projet de loi, sur lequel la Chambre des représentants devrait se prononcer cette semaine, prévoit également une enveloppe supplémentaire de 231 millions de dollars pour le Secret Service, ce qui représente une augmentation importante pour ce service qui assure la protection des hautes personnalités politiques américaines après les deux tentatives d'assassinat qui ont visé Donald Trump. Elle prévoit également un financement supplémentaire de 47 millions de dollars pour la sécurité à Washington lors de l'investiture présidentielle.

ITALIE

La croissance économique revue à la baisse pour 2023, mais le déficit réduit

La croissance économique en Italie a été revue à la baisse pour 2023, à 0,7%, contre 0,9% estimés auparavant, en raison de nouvelles méthodes de calcul, a indiqué lundi l'Institut national des statistiques (Istat). Cette annonce fait partie d'une série de révisions des taux de croissance de l'Italie pour les années 1995 à 2023. Ainsi, pour 2022 et 2021, la croissance a été ajustée à la hausse, à respectivement 4,7% et 8,9%.

En parallèle, les déficits publics de l'Italie en 2023 et 2022 ont été revus en baisse, en raison de nouvelles méthodes de calcul, a indiqué lundi l'Institut national des statistiques (Istat) italien. Le déficit enregistré en 2023 a été ramené à 7,2% du PIB, contre 7,4% estimés en avril. Pour 2022, le déficit s'est réduit à 8,1%, contre 8,6% auparavant.

ROYAUME-UNI

Des «décisions difficiles», mais pas «de retour de l'austérité»

La ministre des Finances britannique Rachel Reeves va promettre lundi dans un discours au congrès du parti travailliste de « reconstruire » le pays après 14 ans de gouvernement conservateur, mais va prévenir qu'il y aura pour cela des « décisions difficiles ».

Rachel Reeves, la ministre des Finances outre-Manche, n'ira pas jusqu'à promettre du sang et des larmes mais des « décisions difficiles » pour « reconstruire » le pays. Le discours qui sera prononcé ce lundi à Liverpool, à l'occasion du congrès des travaillistes, sera scruté par les milieux économiques qui craignent des hausses d'impôt.

L'équipe du Premier ministre Keir Starmer, au pouvoir depuis la victoire des travaillistes aux élections législatives début juillet, blâme 14 années de gouvernements conservateurs pour un « trou noir » de 22 milliards de livres. La dette publique a atteint en août un niveau inédit depuis les années 1960 : 100% du produit intérieur brut (PIB).

« Je crois en (...) un Royaume-Uni d'opportunités, d'équité et d'esprit d'entreprise », doit faire valoir la ministre selon les premiers éléments de son discours diffusés par le parti travailliste. « Notre croissance, notre productivité et nos revenus familiaux ont pris du retard » ces dernières années, va-t-elle critiquer, en promettant « une décennie de renouveau national ».

Le gouvernement fera « les choix nécessaires pour sécuriser nos finances publiques et poser les bases d'une croissance durable », doit déclarer Rachel Reeves à la mi-journée. Il faut prendre « les bonnes décisions maintenant », insistera la ministre des Finances, qui veut faire de la croissance « la mission numéro un » du gouvernement. Il y aura « des décisions difficiles », mais pas de « retour à l'austérité » et pas de hausse d'impôts pour les travailleurs.

Le chèque énergie pour les retraités déjà enterré

Les travaillistes ont déjà décidé de mettre fin à un chèque énergie pour quelque dix millions de retraités. Une décision vivement critiquée. Il s'agit d'une « politique cruelle » pour Sharon Graham, la secrétaire générale du syndicat Unite. « J'aimerais qu'il (Keir Starmer) reconnaisse qu'il a fait un faux pas et qu'il revienne » dessus, a-t-elle déclaré dimanche sur Sky News. Elle veut en faire « la priorité » du congrès.

Unite a installé des panneaux d'affichage à Liverpool appelant à « défendre » ces chèques énergie pour l'hiver. Keir Starmer a déjà prévenu que le budget, attendu le 30 octobre, serait « douloureux ». Dimanche, au premier jour du congrès, il a promis de protéger les services publics « à genoux » après une cure d'austérité sous les conservateurs.

C'est la première fois en 15 ans que le congrès se tient alors que le « Labour » est au pouvoir. Les travaillistes ont largement remporté les élections législatives début juillet après 14 ans de règne conservateur. « Le changement commence », est-il écrit sur scène. « Le Royaume-Uni est de retour », a proclamé le ministre des Affaires étrangères, David Lammy. L'enthousiasme des premières semaines semble pourtant s'être déjà envolé. Le congrès s'ouvre alors que les polémiques et les mesures impopulaires font la une de l'actualité.

La cote de Keir Starmer s'est effondrée

Les cadeaux reçus par Keir Starmer et plusieurs de ses ministres continuent de faire scandale. Le Premier ministre a reçu des cadeaux pour plus de 100.000 livres sterling depuis décembre 2019. Il s'agit de vêtements, de lunettes, de places pour des concerts ou des matchs de foot... Le principal donateur est Waheed Alli, un multimillionnaire, membre travailliste de la chambre des Lords.

Vendredi soir, le chef du gouvernement ainsi que la vice-Première ministre Angela Rayner et la ministre des Finances Rachel Reeves ont annoncé qu'ils renoncent aux dons de vêtements, ce qui n'a pas stoppé les critiques. Angela Rayner a expliqué dimanche comprendre « la frustration » des Britanniques. Elle a toutefois déclaré que ces dons existaient « depuis très longtemps » et qu'ils étaient légaux, car déclarés au registre du Parlement. Selon un sondage Opinium publié dimanche par The Observer, la cote de popularité de Keir Starmer s'est déjà effondrée et seulement 24% des électeurs approuvent son action.

L'UE saisit l'OMC contre une enquête chinoise visant ses produits laitiers

Bruxelles a lancé lundi une procédure auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour contester une enquête de Pékin visant les produits laitiers de l'UE, lancée après l'annonce de surtaxes européennes contre les voitures électriques chinoises. «Aujourd'hui, la Commission a lancé une demande de consultation auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), contestant l'ouverture par la Chine d'une enquête anti-subventions sur les importations de certains produits laitiers en provenance de l'UE», a annoncé la Commission européenne dans un communiqué.

La demande de consultation est la première étape de la procédure de règlement des différends devant l'OMC. Elle s'inscrit dans un bras de fer autour de la taxation des voitures électriques chinoises. La Commission a annoncé le 20 août sa décision de surtaxer pendant cinq ans les véhicules électriques provenant de Chine. Pékin est accusé d'avoir faussé la concurrence en subventionnant massivement les constructeurs sur son territoire, leur permettant d'offrir des prix inférieurs. L'UE espère ainsi protéger sa filière automobile qui emploie 14,6 millions de salariés.

Des procédures jugées «abusives»

En guise de mesures de rétorsion, Pékin a lancé des enquêtes anti-dumping visant le porc, les produits laitiers et les eaux-de-vie de l'Union européenne.

Aux yeux de la Commission européenne, l'enquête chinoise sur les produits laitiers de l'UE repose sur des «allégations contestables» et des «preuves insuffisantes». Bruxelles entend «défendre fermement» les intérêts européens face aux «procédures abusives». La mise en place d'une surtaxe sur les voitures électriques chinoises est l'un des dossiers chauds de la rentrée à Bruxelles. Les États membres sont divisés sur cette procédure soutenue notamment par la France.

Espagne et Allemagne ont appelé les pays membres à revoir leur position, pour éviter une guerre commerciale. La puissante industrie automobile allemande est fortement implantée en Chine, premier marché mondial, et redoute les répercussions négatives d'un conflit avec Pékin. Avant de devenir définitifs, les droits de douane de la Commission doivent être confirmés par un vote des 27 États membres de l'UE, avant la fin du mois d'octobre.

Les constructeurs absents du Salon de l'Auto de Paris 2024

Avec plus d'ambition qu'en 2022, le Mondial de Paris revient en 2024 fort de plus de constructeurs. Mais certains grands noms feront quand même l'impasse.

Du 14 au 20 octobre prochain, le Mondial de l'Auto se tiendra au parc des Expositions de la porte de Versailles à Paris. Après une édition 2022 en demi-teinte qui laissait quasiment à penser, à l'époque, qu'elle pourrait être la dernière, cette édition 2024 s'annonce nettement plus prometteuse. Et cela notamment parce que de nombreux constructeurs ont répondu présent… mais pas tous. Plusieurs d'entre eux se distingueront par leur absence. Et pourtant ce n'est pas par manque de nouveautés, certains n'ayant tout simplement pas jugé utile de les présenter;

Pas de Cupra Terramar au Mondial

A commencer par l'Espagnol Cupra qui vient de dévoiler son SUV Terramar, modèle reprenant la base technique du nouveau Volkswagen Tiguan. Le Terramar remplacera l'Ateca et jouera la carte du véhicule familial dans la gamme. Idem pour MG avec son SUV urbain MG ZS Hybrid + ciblant ouvertement le Dacia Duster avec un prix encore plus canon que celui du roumain. La marque désormais chinoise qui a célébré son centenaire en février dernier à Rétromobile n'a pas souhaité revenir à l'automne à Paris.

Pas de Frontera ni de Grandland non plus

Dans la galaxie Stellantis DS et Opel n'auront pas de stand sur l'évènement parisien. Une logique qui peut être comprise pour la marque premium tricolore qui n'a pas d'actualité immédiate, le futur modèle 100% électrique, connu en interne sous le code D85, n'a pas encore été officialisé et devrait l'être d'ici la fin de l'année. Tandis que la seconde mouture du best-seller DS7 pointera son museau en 2025.
En revanche, le cas d'Opel est radicalement différent. En effet, la firme au Blitz ne manque pas de nouveautés. A commencer par le SUV urbain Frontera proposé en micro-hybride comme en 100% électrique, accueillant 5 ou 7 passagers. Le Frontera laissera le champ libre à son jumeaux technique le Citroën C3 Aircross 2.
Ensuite, à l'étage supérieur, la seconde mouture de l'Opel Grandland aurait pu, elle aussi, prendre son premier bain de foule à Paris. Tant pis pour lui, les cousins Peugeot 3008 et 5008 qui certes joueront à domicile ne s'en priveront pas.
Les asiatiques Hyundai et Nissan ne feront pas non plus le déplacement. La Ioniq 5 restylée et le Staria ne sont pas suffisamment moteur pour attirer le chaland ? Idem pour Nissan avec le Qashqai relooké ? La marque japonaise dévoilera en 2025 une nouvelle génération de Leaf.
Et dans le camp des hauts de gamme, Mercedes-Benz se distinguera de BMW et d'Audi en faisant l'impasse sur le rendez-vous parisien alors que les rivaux exposeront respectivement leurs X3, M5 Touring et A5, Q5 et Q6 e-tron.

Toyota renonce également

Depuis longtemps, Volvo a opté pour une logique différente en ne participant qu'à un seul salon par continent, avec en l'occurrence en Europe, une présence au salon de Genève. Ce dernier n'étant plus, Volvo aurait pu choisir comme remplaçant celui de Paris. En tout cas, l'actualité de la marque sino-suédoise étant l'imposant EX90 pas vraiment calibré pour le vieux continent, on peut comprendre alors le choix de "zapper" Paris.
Un Mondial de l'Auto qui devra aussi se passer de Toyota, une absence pour le coup plus remarquable. Le n°1 mondial - et par voie de conséquence sa branche chic Lexus -, qui a battu le pavé en France lors des Jeux Olympiques en tant que partenaire officiel, doit souffler un peu avant de se relancer sur un grand événement comme un salon international. Suzuki ne peut en dire autant, mais ne sera pas non plus présent à Paris.

La liste des constructeurs absents du Salon de l'Auto de Paris 2024 :

- Cupra
- DS
- Hyundai
- Mercedes-Benz
- MG
- Nissan
- Opel
- Volvo
- Toyota
- Suzuki

Pas d'IA performante sans données de qualité : les écueils à éviter

Microsoft vient de passer un accord avec la société américaine Constellation Energy portant sur la fourniture d'électricité d'origine nucléaire. Et ce n'est pas n'importe quelle centrale qui la lui fournira !

Selon la dernière publication du Guide mondial des dépenses en IA et en IA générative de l'International Data Corporation (IDC), le marché européen de l'IA et de l'IA générative (GenAI) atteindra près de 47,6 milliards de dollars en 2024. Malgré la généralisation de l'IA dans la sphère professionnelle, toutes les entreprises ne sont pas encore prêtes à en tirer pleinement parti. En effet, Gartner révèle que seulement 4 % d'entre elles estiment disposer de données « prêtes pour l'IA ». Pour exploiter efficacement cette technologie, les organisations ont tout intérêt à bien préparer leurs données afin d'éviter toute vulnérabilité face à un large éventail de problèmes potentiels.

Les biais dans les données entraînent des biais dans l'IA

Même si l'IA est censée être impartiale, les entreprises doivent toujours l'utiliser en accord avec leurs priorités commerciales. La fiabilité des résultats fournis par ces outils dépend entièrement de la qualité des données qui les alimentent. De ce fait, un manque de diversité dans les données affectera les résultats produits par l'intelligence artificielle. Il est souvent présumé que les statistiques sont intrinsèquement objectives ; cependant, elles peuvent être influencées par les biais des personnes qui les collectent.

Dès lors, pour tirer parti de tous les avantages promis par l'IA, les entreprises doivent s'assurer de la parfaite intégrité de leurs données, c'est-à-dire en garantir l'exactitude, la fiabilité et la contextualisation. Pour y parvenir, trois étapes majeures sont nécessaires : l'intégration des données existantes dans tous les environnements, la mise en œuvre d'une approche rigoureuse en matière de gouvernance et de qualité des données, et enfin l'exploitation de la géolocalisation et de l'enrichissement des données pour en extraire le maximum d'informations.

Intégrer les ensembles de données stratégiques à travers différents systèmes

Les grandes entreprises utilisent généralement plusieurs environnements, souvent disparates, pour héberger leurs données stratégiques relatives aux clients, aux prospects, aux fournisseurs, aux stocks ou bien aux employés. Dans le secteur des services financiers notamment, les informations sensibles sont généralement stockées dans des systèmes centraux très fiables et sécurisés. Toutefois, ils peuvent entraver l'intégration efficace des données complexes des mainframe dans les plateformes cloud où est gérée l'IA.
Pour améliorer la fiabilité et la crédibilité des résultats de l'IA, les organisations doivent d'abord éliminer les silos de données et connecter leurs données critiques hébergées dans des environnements cloud, on-premises ou hybrides, ainsi qu'entre dans leurs différents départements. Cette approche permet de regrouper les données similaires, telles que les données démographiques des clients ou les informations sur le pays où l'entreprise exerce une activité. Cette gestion globale offre aux modèles d'intelligence artificielle une compréhension plus complète des dynamiques et des corrélations recelées par ces données, aboutissant à des résultats plus fiables et fondés sur des informations de meilleure qualité.

Imposer une approche rigoureuse en matière de qualité et de gouvernance des données

Bien que l'intégration des données permette à l'IA de bénéficier d'une vision plus complète des informations d'une entreprise, des données de mauvaise qualité (inexactes, obsolètes, incomplètes, incohérentes ou non pertinentes) peuvent fausser les résultats, rendant le modèle d'IA moins fiable et moins utile.
Ainsi, tout projet impliquant l'IA exige une attention particulière pour assurer la qualité des données en termes d'exactitude, de fiabilité et de pertinence. Cela comprend l'application proactive de règles de qualité des données et de procédures métier, l'automatisation de la validation et du nettoyage des données, ainsi que l'instauration de vérifications basées sur l'intelligence artificielle. Il devient alors plus facile pour les entreprises de détecter et de corriger rapidement les anomalies dans les ensembles de données, prévenant de nombreux problèmes futurs.
Par ailleurs, la gouvernance des données est essentielle pour assurer la confidentialité et la sécurité des informations utilisées par l'IA, et veille au respect des régulations sur la protection des données personnelles. La supervision de l'accès et de l'utilisation des données, intégrée dans ce cadre, est indispensable pour garantir leur utilisation appropriée selon les objectifs définis. Cette démarche permet aux modèles d'IA d'accéder aux informations nécessaires de manière éthique et responsable, constituant ainsi la base de la gouvernance de l'IA au sein de l'entreprise.

Exploiter les données externes pour mieux comprendre le contexte et réduire les préjugés

Enfin, il est impératif de disposer de données complètes et exactes pour obtenir des résultats fiables avec les outils d'intelligence artificielle. Cependant, sans contexte, ces outils peuvent être biaisés et manquer de précision, compromettant ainsi la prise de bonnes décisions et les modélisations prédictives. Les entreprises ont ainsi tout intérêt à accroître la diversité de leurs données et découvrir des corrélations inattendues en les enrichissant avec des jeux de données tierces fiables et des informations géospatiales, telles que les points d'intérêt ou les statistiques sur les risques environnementaux.
Aussi, les attentes des clients pour des communications personnalisées et des services sur mesure ont considérablement augmenté dans tous les secteurs. L'enrichissement des données clients permet alors aux entreprises d'obtenir une vision précise de leurs consommateurs et de se démarquer de la concurrence. En utilisant ces données enrichies pour alimenter les modèles d'IA, elles garantissent des résultats contextuellement pertinents et fiables pour toutes leurs décisions critiques.
Alors que l'utilisation de l'IA continue de croître à un rythme quasi exponentiel dans le monde des affaires, offrant des outils et des applications virtuellement illimités, une approche d'intégrité des données devient essentielle pour pouvoir exploiter pleinement cette technologie. En effet, une telle stratégie permet aux entreprises d'assurer la qualité des données qui alimentent les modèles d'IA, garantissant ainsi des bases de données précises, fiables et contextualisées, qui valorisent les résultats produits par l'IA.

APRÈS UNE FUITE DE DONNÉES

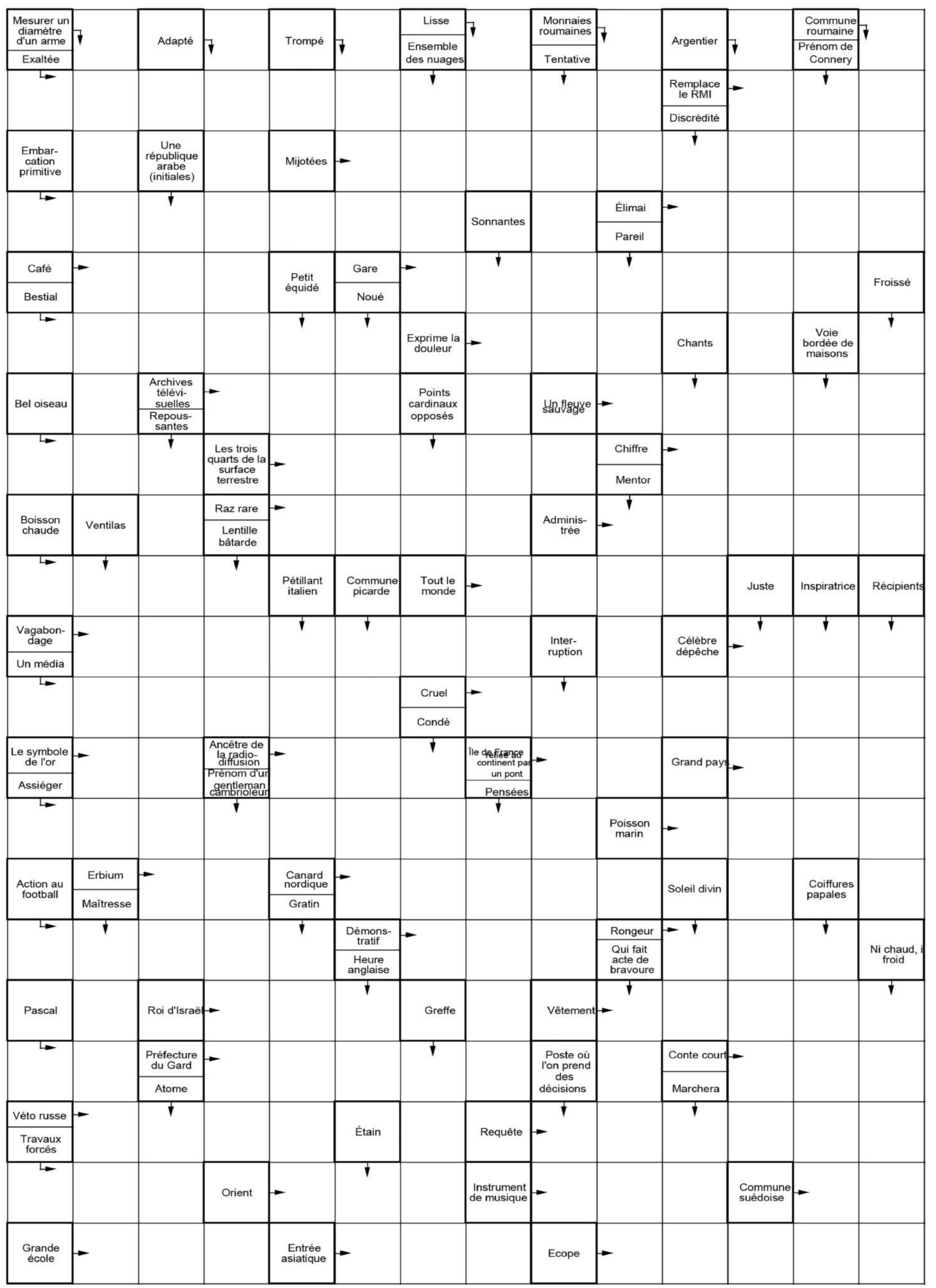
Disney abandonne Slack pour Teams

En juillet dernier, Disney a été victime d'une violation de données portant sur des échanges via la messagerie Slack. Un évènement qui pousse l'entreprise à migrer ses employés sur Teams de Microsoft
Mauvaise nouvelle pour Slack, filiale de Salesforce, qui voit un de ses gros clients changer de messagerie. Selon la lettre d'information « Status », le directeur financier de Disney, Hugh Johnson, a adressé un memo en début de semaine au personnel en indiquant, « la direction a pris la décision d'abandonner Slack dans toute l'entreprise ». Et d'ajouter, « nos équipes gèrent la transition d'ici la fin du premier semestre 2025 pour la plupart des business unit ».
Selon Business Insider, Disney a déjà arrêté son choix d'outil de collaboration. Les salariés basculeront sur Teams de Microsoft. Le média souligne que ce changement ne semble pas très bien passer auprès de certains salariés. Le CFO a précisé que la migration dans certains « cas d'utilisation plus complexes » nécessitera un délai supplémentaire pour quitter Slack. Il n'empêche la migration complète de l'application de messagerie devrait être achevée au cours du deuxième trimestre 2025.

Marc Benioff temporise sur la fuite de données

Cette décision intervient après une fuite de données intervenue en juillet dernier par un groupe appelé « Nullbulge ». Il a publié un fichier de 1,1 To contenant des données extraites de l'archive Slack interne de Disney, laquelle comprenait 44 millions de messages échangés entre les employés de Disney, 18 800 feuilles de calcul et au moins 13 000 PDF, selon un article du Wall Street Journal publié début septembre. Les données rendues publiques comprenaient des informations sur la situation financière et la stratégie de Disney, ainsi que des informations personnelles identifiables sur certains membres du personnel et sur certains clients. Apparemment, la faille résulte de la compromission d'un ordinateur appartenant à un responsable du développement logiciel chez Disney. Les données ont ensuite été volées dans les canaux publics et privés de Slack, mais, selon le Wall Street Journal, les messages privés n'auraient pas été affectés. A l'occasion de Dreamforce, Marc Benioff CEO de Salesforce s'est voulu rassurant. Disney continue d'utiliser les produits de Salesforce dans le cadre de ses activités notamment les magasins et le service client. Dans une interview accordée jeudi dernier à Bloomberg, M. Benioff a commenté la décision de Disney d'abandonner Slack. « Notre sécurité est à toute épreuve », a affirmé le dirigeant. « Mais, dans le domaine de la sécurité, on ne peut jamais dire que le travail est fini. Les entreprises doivent aussi prendre les bonnes mesures pour prévenir les attaques de phishing et protéger leurs employés contre l'ingénierie sociale. Nous pouvons donc faire notre part, mais nos clients doivent aussi faire la leur, c'est extrêmement important ».

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 24 septembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

Le Président de la République honore les athlètes médaillés aux Jeux paralympiques de Paris 2024

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a distingué, lundi, au Palais d'El-Mouradia (Alger), les athlètes qui ont honoré l'Algérie aux Jeux Paralympiques de Paris 2024. La cérémonie de distinction s'est déroulée en présence de hauts responsables de l'Etat, ainsi que des parents des champions et leurs staffs techniques.

SKIKDA/CRMA

Vers la conclusion de plus de 300 contrats d'assurance "avant la fin de l'année"

La Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) à Skikda projette la conclusion de plus de 300 contrats d'assurance agricole "avant la fin de l'année 2024", a indiqué lundi son directeur, Hamza Hannachi. Les services de la caisse ont commencé à passer les contrats d'assurance avec les agriculteurs postulant pour le crédit R'fig et devront conclure "avant la fin de l'année en cours" plus de 300 contrats, a-t-il précisé à l'APS en marge de l'ouverture du guichet unique pour agriculteurs au niveau de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) en prévision du lancement de la campagne labours-semailles. La CRMA de Skikda accompagnera les agriculteurs par des mesures de facilitation dont l'allègement du dossier administratif et la possibilité de payer par tranche le montant du contrat, a ajouté le même cadre, soulignant que le guichet unique rassemble trois partenaires : la CRMA, la CCLS et la banque BADR. La même source a rappelé que la CRMA Skikda a lancé courant cette semaine à partir des communes de Tamalous et de Collo l'organisation de journées d'informations au profit des agriculteurs des diverses régions pour les informer et les sensibiliser à l'importance de l'assurance et des facilités qui leur sont offertes par la CRMA.

POUR SA RÉÉLECTION POUR UN SECOND MANDAT

Le SG de l'ONU félicite le Président Tebboune

Le Secrétaire général (SG) de l'Organisation des Nations Unies (ONU), Antonio Guterres a adressé un message de félicitations au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de sa réélection pour un second mandat, a indiqué lundi un communiqué de la présidence de la République. "Je tiens à vous adresser, ainsi qu'au peuple algérien, mes chaleureuses félicitations à l'occasion de votre réélection en tant que président de la République algérienne démocratique et populaire", a écrit M. Guterres dans son message. "Je me réjouis de l'étroite coopération qui lie la République algérienne et l'ONU, et je tiens à exprimer toute ma gratitude pour le rôle actif que joue votre pays, l'Algérie, au niveau régional et international, notamment au sein du Conseil de sécurité, pour l'instauration de la paix et de la sécurité en Afrique et dans le monde", ajoute le SG de l'ONU. "Je tiens également à vous renouveler mes félicitations pour le renforcement des acquis et les progrès importants enregistrés par l'Algérie en matière de développement économique et social", a poursuivi M. Guterres, ajoutant: "Je saisis cette occasion pour vous réaffirmer l'entière disposition de l'ONU à renforcer son partenariat avec l'Algérie pour la promotion de la paix et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération". Pour sa part, le Premier ministre du Royaume de Norvège, M. Jonas Gahr Store, a adressé un message de félicitations au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de sa réélection pour un nouveau mandat présidentiel.
«Le Premier ministre du Royaume de Norvège, M. Jonas Gahr Store, a adressé un message de félicitations au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de sa réélection pour un nouveau mandat présidentiel, exprimant ses vœux de succès et de réussite à Monsieur le Président», lit-on dans le communiqué.
«Il a également salué, au nom du gouvernement norvégien, le rôle de l'Algérie dans la promotion de la paix régionale et internationale, ainsi que ses efforts au sein du Conseil de sécurité, exprimant sa volonté d'œuvrer davantage au développement de la coopération entre les deux pays», selon la même source.

"SOMMET DE L'AVENIR"

L'Algérie appelle à rétablir la confiance entre les Nations Unies et les peuples du monde

L'Algérie a appelé, dimanche soir à New York, par la voix de son ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, à rétablir la confiance entre l'Organisation des Nations Unies et les peuples du monde, notamment les peuples colonisés et opprimés, réitérant son appel à l'arrêt de la guerre génocidaire contre le peuple palestinien dans la bande de Ghaza. S'exprimant lors du 10e dialogue interactif sur "le renforcement du multilatéralisme au service de la paix et de la sécurité internationales", tenu dans le cadre du "Sommet de l'avenir", M. Attaf a indiqué que "l'Algérie appelle à rétablir la confiance ébranlée entre notre organisation internationale et les peuples du monde, notamment les peuples colonisés et opprimés qui voient en les Nations Unies l'ultime refuge contre l'injustice et la tyrannie et considèrent cette organisation comme un phare d'espoir en temps de drames et de souffrances et comme un serviteur qui leur rend justice et protège leurs droits". "Nous avons de nombreux exemples de crises, de différends et de conflits présentés devant notre organisation internationale en général et devant le Conseil de sécurité en particulier, qui illustrent cette situation tendue, exceptionnelle et sans précédent", a-t-il dit. Et d'ajouter que "l'un des défis majeurs auquel est confronté la communauté internationale aujourd'hui est d'amener l'occupation israélienne coloniale à cesser la guerre génocidaire menée contre le peuple palestinien à Ghaza depuis près d'une année et à mettre un terme à l'escalade israélienne multiforme au Proche-Orient". '"Face à cette situation, ce qui est attendu de ce Sommet est qu'il puisse réhabiliter l'ONU dans son rôle central dans la prévention et le règlement des conflits", a-t-il souligné tout en souhaitant que "tous les membres signataires de la Charte des Nations-Unis réaffirment leur engagement à s'y conformer et à respecter les règles du droit international." Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a participé, dimanche, à New York, à la séance d'ouverture du "Sommet de l'avenir" en sa qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

SANTÉ/FORMATION

L'EHU d'Oran signe une convention avec l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris

Une convention entre l'EHU "1er Novembre 1954" d'Oran et l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), qui regroupe 38 établissements hospitaliers parisiens, a été signée, lundi, dans l'objectif de lancer des partenariats en matière de formation. "Cette convention vise à renforcer la formation des médecins et infirmiers de l'EHU, qui seront encadrés par les spécialistes de l'AP-HP dans diverses spécialités, notamment dans la chirurgie interventionnelle et la greffe des organes", a indiqué le Directeur général de l'EHU d'Oran, Rabah Bar, en marge de la cérémonie de signature de cette convention. La chirurgie interventionnelle englobe plusieurs spécialités comme la chirurgie cardiaque, la neurochirurgie et la chirurgie thoracique, que l'EHU compte renforcer par la formation des médecins et des infirmiers, a souligné le DG de l'EHU, ajoutant que l'établissement compte, par ailleurs, lancer la greffe du foie, avant la fin de l'année 2025. Il s'agit également de la formation dans le domaine de la chirurgie robotique, a-t-il encore noté, faisant savoir que l'EHU d'Oran a, récemment, été autorisé à acquérir un robot, qui sera utilisé dans les différentes spécialités chirurgicales, a-t-on souligné de même source. Le champ de la coopération entre les deux établissements en matière de formation touchera également le management et la numérisation, a-t-il ajouté. Pour sa part, la représentante de la direction des relations internationales de l'AP-HP, le Dr Florence Veber, a indiqué que l'AP-HP "tient fortement" à ce partenariat avec l'EHU d'Oran, qui peut enrichir l'expérience des spécialistes français dans divers domaines.

TRAITÉ SUR LE PLASTIQUE

L'ONU salue un début de «convergence» dans les négociations

La directrice du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a salué dimanche un début de "convergence" dans les négociations du premier traité mondial pour lutter contre le fléau du plastique. Les délégations de 175 pays se sont mises d'accord en 2022 pour finaliser un tel traité d'ici la fin 2024. La cinquième et dernière session de négociations est prévue du 25 novembre au 1er décembre à Busan en Corée du Sud. Mais certaines divisions perdurent, notamment entre les nations qui souhaitent une limitation ambitieuse de la production de plastiques et certains pays producteurs, qui préfèrent améliorer le recyclage. "Il y a certains domaines où je pense que nous commençons à voir une convergence", a assuré dimanche à quelques journalistes Inger Andersen, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York. Elle a espéré que les Etats membres puissent se mettre d'accord sur "un certain degré d'obligations mondiales ou de lignes directrices pour les produits plastiques". Elle a également évoqué plus de convergence sur le besoin d'un organe scientifique et certains éléments du texte pour se pencher "sur les déchets, la gestion des déchets, le recyclage". "Il y a une claire entente sur le fait que nous avons besoin d'un texte qui s'attaque à la question de l'héritage, de la pollution existante, qui échouera sur nos côtes même après qu'on ferme le fameux robinet de plastiques", a-t-elle noté. "Nous voyons toujours certaines différences (...) autour des plafonds de production", a-t-elle toutefois indiqué. "Nous voulons une réduction de la production de polymères bruts utilisés pour les (produit) à usage unique ou de vie courte", a-t-elle ajouté, précisant que les plafonds viserait principalement les produits polluants. "Je ne vois pas des morceaux de voiture ou des ailes d'avions ou d'autres choses de ce genre flotter dans l'océan", a noté la responsable onusienne, estimant qu'il fallait avoir une discussion plus intelligente que juste "plafond ou pas de plafond". Autre point délicat des discussions, une éventuelle taxe sur le plastique, une question "toujours en discussion" et qui pourra peut-être nécessiter plus de temps, a-t-elle indiqué. La production annuelle de plastique a plus que doublé en vingt ans pour atteindre 460 millions de tonnes. Elle pourrait tripler d'ici à 2060 si rien n'est fait. Or, seulement 9% des plastiques sont recyclés.